



Société Anonyme au capital de 505.500 €

RCS Versailles 449.305.044

Siège social : 41, Rue Georges Clémenceau
78.350 Jouy-en-Josas

DOCUMENT D'INFORMATION

Septembre 2007

EUROPE FINANCE ET INDUSTRIE
INVESTMENT BANKING

Avertissement / Warning

Ce Document d'information est réalisé dans le cadre d'une opération de Placement exclusivement réservée à des Investisseurs Qualifiés tels qu'ils sont définis par l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier. Cette opération, préalable à une demande d'inscription au Marché Libre d'Euronext Paris, prendra la forme d'une augmentation de capital.

This Offering Circular is part of a Placement exclusively reserved to "Certified Investors" as defined in article L.411-2 of the French Code monétaire et financier. This placement, undertaken prior to a listing on the Marché Libre of Euronext Paris S.A., will take the form of an Increase of Capital.

Des exemplaires du présent Document d'information sont disponibles sans frais au siège de la société ARION-Entreprise ainsi qu'auprès d'EUROPE FINANCE ET INDUSTRIE.

TABLE DES MATIERES

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Chapitre 1: Personnes responsables | 5 |
| 1.1. Responsable du Document d'information | 5 |
| 1.2. Attestation du responsable du Document d'information | 5 |
| Chapitre 2: Contrôleurs légaux des comptes | 6 |
| 2.1. Commissaire aux comptes titulaire | 6 |
| 2.2. Commissaire aux comptes suppléant | 6 |
| Chapitre 3: Procédures de l'opération de placement réservé à des investisseurs qualifiés et de l'introduction en Bourse..... | 7 |
| 3.1. Procédure de l'opération | 7 |
| 3.2. Caractéristiques du Placement réservé à des Investisseurs Qualifiés | 7 |
| 3.3. Demande de Cotation Directe | 8 |
| Chapitre 4: Principales informations financières et motivations de l'introduction en Bourse | 9 |
| 4.1. Principales informations financières | 9 |
| 4.2. Usage des fonds levés | 9 |
| 4.3. Motivations de l'introduction en Bourse..... | 10 |
| Chapitre 5: Facteurs de risques | 11 |
| 5.1. Risques liés à l'activité..... | 11 |
| 5.2. Risques liés à l'organisation de la société..... | 12 |
| 5.3. Risques de marché..... | 12 |
| 5.4. Risques juridiques | 13 |
| 5.5. Risques inhérents à l'opération | 13 |
| 5.6. Assurances et couvertures de risques | 13 |
| 5.7. Faits exceptionnels et litiges | 13 |
| Chapitre 6: Informations concernant la société | 15 |
| 6.1. Histoire et évolution de la Société..... | 15 |
| 6.2. Investissements | 16 |
| Chapitre 7: Renseignements concernant les activités | 17 |
| 7.1. Présentation générale et métiers de ARION-Entreprise | 17 |
| 7.2. Marchés et positionnement concurrentiel de la Société | 19 |
| 7.3. Forces et positionnement concurrentiel..... | 20 |
| 7.4. Stratégie | 22 |
| Chapitre 8: Organigrammes | 24 |
| 8.1. Organigramme du Groupe..... | 24 |
| 8.2. Organigramme fonctionnel | 24 |
| Chapitre 9: Recherche & Développement, brevets et licences | 25 |
| 9.1. Recherche et Développement..... | 25 |
| 9.2. Brevets, marques et noms de domaine | 25 |
| Chapitre 10: Informations sur les tendances | 26 |
| 10.1. Principales tendances ayant affecté les ventes, coûts et prix de vente depuis la fin du dernier exercice | 26 |
| 10.2. Tendances et perspectives de la Société..... | 26 |
| Chapitre 11: Prévisions ou estimations du bénéfice..... | 27 |
| Chapitre 12: Organes d'administration et de direction..... | 28 |
| 12.1. Dirigeants et administrateurs de la Société | 28 |
| 12.2. Autres mandats..... | 28 |
| 12.3. Pacte d'actionnaires | 29 |
| 12.4. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction, de surveillance et de la direction générale..... | 29 |

| | | |
|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Chapitre 13: | Rémunérations et avantages | 30 |
| 13.1. | Rémunération des membres du Conseil d'Administration et dirigeants | 30 |
| 13.2. | Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des membres du Conseil d'Administration et dirigeants | 30 |
| Chapitre 14: | Fonctionnement des organes d'administration et de direction..... | 31 |
| 14.1. | Direction de la Société | 31 |
| 14.2. | Contrats entre les administrateurs et la Société..... | 31 |
| Chapitre 15: | Principaux actionnaires..... | 32 |
| 15.1. | Actionnaires significatifs non représentés au Conseil d'administration..... | 32 |
| 15.2. | Droits de vote des principaux actionnaires..... | 32 |
| 15.3. | Contrôle de la Société | 32 |
| Chapitre 16: | Conventions réglementées..... | 33 |
| 16.1. | Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées portant sur l'exercice clos au 31 décembre 2006..... | 33 |
| Chapitre 17: | Informations financières historiques de la Société..... | 35 |
| 17.1. | Comptes annuels consolidés relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2006..... | 35 |
| 17.2. | Comptes annuels sociaux relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2005 | 56 |
| 17.3. | Rapport général du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2006 | 77 |
| 17.4. | Rapport du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée générale du 23 juillet 2007..... | 78 |
| 17.5. | Dividendes | 79 |
| Chapitre 18: | Informations complémentaires | 80 |
| 18.1. | Capital social..... | 80 |
| 18.2. | Acte constitutif et statuts | 86 |
| Chapitre 19: | Contrats importants | 96 |
| Chapitre 20: | Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts | 97 |
| Chapitre 21: | Documents accessibles | 98 |
| Chapitre 22: | Glossaire | 99 |

Chapitre 1:Personnes responsables

1.1. Responsable du Document d'information

Monsieur MESNAGER, Président Directeur Général de ARION-Entreprise (ci-après « ARION-Entreprise » ou la « Société » ou le « Groupe »).

1.2. Attestation du responsable du Document d'information

« A ma connaissance, et après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, je déclare que les informations contenues dans le présent Document d'information sont conformes à la réalité ; elles comprennent les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière et les résultats historiques de la Société ; elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée. »

Monsieur MESNAGER
Président Directeur Général

Chapitre 2: Contrôleurs légaux des comptes

2.1. Commissaire aux comptes titulaire

Gestion Expertise et Révision Comptable
Représentée par Monsieur Robert DESPRATS
15, rue de Saint Petersburg
75008 PARIS

Nommé commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale du 18 avril 2006, pour une durée de six (6) exercices qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

2.2. Commissaire aux comptes suppléant

Monsieur Olivier DESBORDES
21, rue des Favorites
75015 PARIS

Nommé commissaire aux comptes suppléant par l'assemblée générale du 18 avril 2006, pour une durée de six (6) exercices qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Chapitre 3: Procédures de l'opération de placement réservé à des investisseurs qualifiés et de l'introduction en Bourse

3.1. Procédure de l'opération

Il sera procédé à un Placement réservé à des Investisseurs Qualifiés qui prendra la forme d'une augmentation de capital qui leur sera réservée.

Le Placement pourra être clos par anticipation sans préavis.

Le Placement sera suivi d'une demande d'admission aux négociations sur le Marché Libre, par voie de cotation directe.

Toutefois, l'émission ou la cession d'instruments financiers auprès d'investisseurs qualifiés ou dans un cercle restreint d'investisseurs, ne constitue pas une opération par appel public à l'épargne, sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre.

Un investisseur qualifié est une personne morale disposant des compétences et des moyens nécessaires pour appréhender les risques inhérents aux opérations sur instruments financiers. La liste des catégories auxquelles doivent appartenir les investisseurs qualifiés est définie par décret. Les organismes de placement collectif en valeurs mobilières sont réputés agir en qualité d'investisseurs qualifiés.

Un cercle restreint d'investisseurs est composé de personnes, autres que les investisseurs qualifiés, liées aux dirigeants de l'émetteur par des relations personnelles, à caractère professionnel ou familial. Sont réputés constituer de tels cercles ceux composés d'un nombre de personnes inférieur à un seuil fixé par décret.

3.2. Caractéristiques du Placement réservé à des Investisseurs Qualifiés

3.2.1. Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement réservé à des Investisseurs Qualifiés

Conformément aux dispositions de l'Article L.411-2, alinéa 2 du Code Monétaire et Financier, l'investisseur qualifié est « une personne morale disposant des compétences et des moyens nécessaires pour appréhender les risques inhérents aux opérations sur instruments financiers ».

La liste de ces investisseurs qualifiés est établie par le Décret n° 98-880 du 1er octobre 1998 :

I - Sont des investisseurs qualifiés au sens du II de l'article 6 de l'ordonnance du 28 septembre 1967 lorsqu'ils agissent pour compte propre :

1. Les établissements de crédit et les compagnies financières mentionnés, respectivement, à l'article 18 et à l'article 72 de la loi du 24 janvier 1984;
2. Les institutions et services mentionnés à l'article 8 de la loi du 24 janvier 1984;
3. Les entreprises d'investissement mentionnées à l'article 7 de la loi du 2 juillet 1996;
4. Les sociétés d'investissement régies par l'ordonnance du 2 novembre 1945;

5. Les sociétés d'assurance et de capitalisation, ainsi que les sociétés de réassurance régies par le code des assurances;
6. Les institutions de prévoyance régies par le code de la sécurité sociale;
7. La Caisse d'amortissement de la dette sociale instituée par l'article 1er de l'ordonnance du 24 janvier 1996.

II - Sont également des investisseurs qualifiés au sens du II de l'article 6 de l'ordonnance du 28 septembre 1967, lorsqu'ils agissent pour compte propre, et à partir du jour de la publication au Bulletin des annonces légales obligatoires d'une décision prise en ce sens, selon le cas, par le conseil d'administration, par le directoire ou par le ou les gérants :

8. Les sociétés de capital-risque mentionnées à l'article 1er de la loi du 11 juillet 1985;
9. Les sociétés financières d'innovation mentionnées au III de l'article 4 de la loi du 11 juillet 1972 ;
10. Les sociétés commerciales régies par la loi du 24 juillet 1966 dont le total du bilan consolidé, ou à défaut le total du bilan social, du dernier exercice, tel que publié et certifié par les commissaires aux comptes, est supérieur à un milliard de francs ;
11. Les établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial dont des titres sont négociés sur un marché réglementé d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
12. Les organismes mutualistes régis par le code de la mutualité gérant en leur sein une caisse autonome agréée en vertu des dispositions de l'article L. 321-2 dudit code ;
13. Les sociétés dont un ou plusieurs investisseurs qualifiés mentionnés au I ci-dessus ou aux 8. à 12. du présent II détiennent, ensemble ou séparément, directement ou indirectement, au moins 99 % du capital ou des droits de vote.

La décision prise par le conseil d'administration, par le directoire ou par le ou les gérants rapportant la décision mentionnée au premier alinéa du présent II prend effet à partir de sa publication au Bulletin des annonces légales obligatoires.

Les personnes mentionnées au I ci-dessus ainsi que les sociétés de gestion mentionnées à l'article 12 de la loi du 23 décembre 1988 sont réputées agir en qualité d'investisseur qualifié lorsqu'elles agissent pour le compte d'un organisme de placement collectif en valeurs mobilières ou d'un investisseur qualifié appartenant à l'une des catégories mentionnées au I ou au II ci-dessus.

3.2.2. Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement réservé à des Investisseurs Qualifiés

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montants demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

3.3. Demande de Cotation Directe

Une demande d'inscription des actions de la Société aux négociations sur le Marché Libre d'Euronext Paris sera déposée.

L'admission des actions sur le Marché Libre sera effectuée par le biais d'une Cotation Directe.

Chapitre 4: Principales informations financières et motivations de l'introduction en Bourse

4.1. Principales informations financières

| (montants en milliers d'€) | 31 décembre 2006 | 31 décembre 2005 | 31 décembre 2004 |
|-------------------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Chiffre d'affaires | 492 | 943 | 580 |
| Résultat d'exploitation | (445) | 23 | 293 |
| Résultat Financier | 5 | 4 | 0 |
| Résultat exceptionnel | | - | - |
| Résultat net | (272) | 204 | 293 |
| Actif immobilisé net | 27 | 11 | 7 |
| Capitaux propres | 227 | 500 | 300 |
| Endettement financier (dont concours bancaires courants) | 399 | 313 | 76 |
| Disponibilités | 193 | 75 | 38 |
| Total Bilan | 626 | 812 | 376 |

D'autre part la société a obtenue le label Jeune Entreprise Innovante (JEI) du Ministère de la Recherche, ainsi que la qualification FCPI.

4.2. Usage des fonds levés

La priorité de ARION-Entreprise est de se développer organiquement, de proposer sa gamme de produits de communication ultra innovants sur les marchés des systèmes embarqués aéronautiques, ferroviaires, automobiles et les marchés des automatismes et du calcul parallèle.

A cet effet, les fonds levés seront principalement consacrés :

- au développement d'un produit général de communication à haut débit compatible avec les solutions existantes, l'AgoraCom ;
- au renforcement des activités marketing et commerciales ;
- au financement de l'augmentation du besoin de fond de roulement directement lié à sa croissance interne ;
- à la poursuite et à l'amplification de l'effort de Recherche & Développement qui est au cœur de la stratégie de croissance de la Société.

L'augmentation de capital prévue permettra également à la Société de renforcer ses capitaux propres et de disposer des moyens financiers pour saisir les meilleures opportunités de croissance externe afin d'anticiper le phénomène de concentration qui devrait s'opérer à terme sur son marché en France et à l'étranger.

ARION-Entreprise se tourne donc vers le marché pour trouver de nouveaux partenaires financiers qui apporteront les fonds nécessaires à la réalisation de ses objectifs ambitieux.

4.3. Motivations de l'introduction en Bourse

L'inscription des actions de ARION-Entreprise aux négociations sur le Marché Libre d'Euronext Paris marque une étape importante du développement de la Société. Cette opération a pour objectifs :

- de doter la Société des moyens de financement offerts par la cotation en vue d'accompagner son plan de développement produits et la force de vente correspondante ;
- d'augmenter sa notoriété et de renforcer sa crédibilité sur les marchés français et internationaux où elle opère déjà ;
- de valoriser la Société et l'acclimater au marché boursier ;
- de permettre à la Société de faire ultérieurement appel public à l'épargne.

Chapitre 5:Facteurs de risques

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent Document d'information, y compris les risques décrits dans le présent chapitre, avant de se décider à acquérir ou à souscrire des actions de la Société. Les risques exposés dans le présent chapitre sont ceux que la Société considère, à la date du présent Document d'information, comme étant susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement. La Société ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

5.1. Risques liés à l'activité

5.1.1. Risques clients

L'activité d'ARION-Entreprise est aujourd'hui principalement réalisée en France auprès de grands comptes. Une part non négligeable de ses produits est exportée, soit par l'intermédiaire de sociétés de notoriété internationale, soit par l'intermédiaire de ses partenaires, leaders mondiaux dans leur secteur, qui interviennent comme vecteur pour l'exportation.

Les PME ne sont pas les clients directs d'ARION-Entreprise.

5.1.2. Risques Fournisseurs

Les fichiers de configuration des composants programmables utilisés permettent l'approvisionnement de produits venant de divers fournisseurs.

Les autres composants ou compétences utilisées en sous traitance sont standards.

5.1.3. Risques liés à la concurrence et à l'avancée technologique

ARION-Entreprise est aujourd'hui la seule à proposer une solution de communication qui soit à la fois déterministe, rapide et fonctionnellement sûre.

Cette avance technologique repose sur l'expérience acquise au contact des difficultés rencontrées sur les applications industrielles. A partir de ce constat plus de six années de recherche ont été nécessaires pour élaborer les bases théoriques, suivies de quatre années de développement pour bâtir les fondements pratiques des produits aujourd'hui proposés.

Compte tenu, de la qualité de l'équipe de développement, de la diversité des disciplines qu'elle représente, de son intéressement à l'avenir financier de l'entreprise, il est raisonnable de penser qu'ARION-Entreprise conservera son avance technologique.

De surcroît, la solution proposée et ses éventuelles variantes, font l'objet de trois brevets déposés en Europe et aux USA.

5.1.4. Risques liés à l'évolution des marchés

La diversité et la complexité sans cesse croissante des applications en informatique industrielle pousse les concepteurs à rechercher le réemploi de solutions éprouvées. La multiplicité des solutions de communication existantes est un obstacle majeur à d'éventuels réemplois de sous-ensembles.

Dans cet environnement d'offres multiples et propriétaires, ARION-Entreprise est aujourd'hui la seule à proposer une solution de communication compatible avec tous les standards existants et comme telle s'inscrit comme unique réponse au besoin majeur des concepteurs.

5.2. Risques liés à l'organisation de la société

5.2.1. Dépendance vis-à-vis des collaborateurs clés

Le succès du développement de la société repose sur l'expérience et les compétences techniques et organisationnelles des deux créateurs. Cette dualité est aussi un facteur de sécurité : les compétences sont partagées.

D'autre part, les travaux de recherche et développement sont réalisés au sein d'une organisation matricielle où l'on croise les compétences techniques et les projets de développement. Cette organisation présente l'avantage de rendre la connaissance plus diffuse au sein de l'entreprise.

Enfin, ARION-Entreprise associe et fidélise ses collaborateurs clés en intégrant ceux-ci dans son actionnariat.

5.2.2. Dépendance à l'égard des principaux actionnaires

Fondateur de la Société en 2003, Messieurs MESNAGER et GARNIER président depuis aux orientations stratégiques qui ont permis à ARION-Entreprise de devenir le leader des produits de communications industrielles rapides, déterministes et sûrs. Ils sont les principaux artisans du succès de la Société, leur objectif demeure le développement de celle-ci pendant de nombreuses années.

Messieurs MESNAGER et GARNIER sont les deux principaux actionnaires de ARION-Entreprise. Ils détiennent chacun plus de 44 % du capital avant l'introduction en Bourse.

5.2.3. Aptitude de l'organisation à réaliser la croissance

Les risques liés à la réalisation et à la gestion de la croissance sont inhérents à toute entreprise qui, comme ARION-Entreprise, dispose d'un fort potentiel de développement. La Société considère que savoir gérer la croissance fait partie intégrante du métier et de l'expérience de ses dirigeants.

Sur les quatre années de son existence, la Société a multiplié par près de deux son chiffre d'affaires, ses effectifs sont passés de deux à quatorze. L'équipe a ainsi pu faire la démonstration de sa réactivité et de sa capacité d'adaptation.

5.2.4. Risques liés à la croissance externe

Comme souligné précédemment, la priorité pour ARION-Entreprise est sa croissance organique. Dans cette perspective, elle souhaite se doter des moyens financiers nécessaires à saisir les meilleures opportunités.

5.3. Risques de marché

5.3.1. Risque de liquidité

Au 30 juin 2007, la Société bénéficie de concours bancaires courants pour un montant de 500.000 euros. Ses disponibilités, à la même date, s'élèvent à 280.000 euros. Elle ne détient pas de valeurs mobilières de placement.

La Société considère disposer de la trésorerie et des facilités bancaires suffisantes pour faire face aux besoins et obligations de son exploitation. Elle dispose en outre d'un contrat d'affacturage qu'elle ne mobilise pas.

5.3.2. Risque de taux

La Société estime être moyennement endettée. A la date du présent document d'information demeure à sa charge un emprunt contracté en avril 2007 auprès de la Société Générale pour un montant de 500.000 € au taux Euribor + 1,6% sur une durée de 60 mois. Le dernier terme échouera en mai 2012 pour un montant de 8.334 euros.

Au 30 juin 2007, les dettes financières et lignes de crédit diverses portant intérêt s'élèvent au total à 322.000 euros dont aucun titre de concours bancaire courant.

En conséquence, la Société juge ne pas être exposée de manière significative au risque de taux.

5.3.3. Risque de change

Les transactions de la Société avec ses clients et partenaires sont facturées en euros. La part de ses relations commerciales hors zone euro reste encore marginale.

La Société considère son risque de change négligeable. Si dans le futur, la Société était amenée à développer significativement ses relations commerciales libellées en devises, elle prendrait alors toutes les dispositions nécessaires en termes de couverture.

5.4. Risques juridiques

5.4.1. Risques liés à la propriété intellectuelle

ARION-Entreprise est titulaire des droits de propriété relatifs à ses marques et brevets. Ils ont et font tous l'objet d'un dépôt auprès de l'Institut national de la propriété intellectuelle (INPI) et d'un dépôt aux Etats Unis.

L'ensemble des titres de propriété industrielle (marques et brevets) est géré par le Cabinet ABRITT.

5.4.2. Risques liés à l'environnement, aux normes et à la réglementation applicable

L'activité de ARION-Entreprise n'est, à sa connaissance, soumise à aucune autre réglementation particulière, ni à aucune autorisation administrative spécifique.

5.5. Risques inhérents à l'opération

Les titres faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes.

5.6. Assurances et couvertures de risques

La Société est assurée auprès de la compagnie AXA pour des couvertures Multirisque Professionnelle pour une couverture de 7.500.000 euros.

5.7. Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe pas de procédure gouvernementale ou d'arbitrage en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

Une procédure est en cours auprès du Tribunal de Commerce d'Evry concernant une dette de 125.000 euros auprès d'un sous-traitant pour un défaut de fourniture de calculateurs. Ce litige devrait être réglé en septembre 2007. Les factures impayées ont été passées en charges, elles n'auront donc pas d'effet négatif sur la situation financière de la Société.

Chapitre 6: Informations concernant la société

6.1. Histoire et évolution de la Société

6.1.1. Dénomination sociale et nom commercial de la société

La dénomination sociale de la société est ARION-Entreprise.

6.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de la société

La Société est enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 449 305 044.

6.1.3. Date de constitution et durée

La Société a été immatriculée le 21 juillet 2003 au registre du commerce et des sociétés de Versailles. La Société est constituée pour une durée de 99 ans, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

6.1.4. Siège social de la Société, forme juridique, législation régissant ses activités

La société a été constituée sous la forme de Société par actions simplifiée, elle a été transformée en société anonyme (SA) par l'assemblée générale du 23 juillet 2007. Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir, notamment par le Code de Commerce, le décret n° 67.326 du 23 mars 1967 sur Sociétés Commerciales et leurs textes modificatifs, ainsi que par ses statuts.

Adresse : 41, rue Georges Clémenceau – 78350 Jouy-en-Josas
Téléphone : + 33 (0) 1 69 35 03 03
Fax : + 33 (0) 1 69 35 39 01
E-mail : contact@arion.fr
Site internet : www.arion.fr

6.1.5. Historique de la Société

2003 En juillet, création de la Société à Jouy-en-Josas sous la dénomination sociale CGRM sarl.

2005 30 juin, changement de dénomination afin d'adopter un nom commercialement plus recevable et de consonance acceptable dans diverses langues, dont l'anglais.

2005 10 août, ouverture de bureaux plus fonctionnels en pépinière à Palaiseau (91200). L'administration générale reste centrée à Jouy-en-Josas.

2006 18 avril, augmentation du capital porté à 45.000 euros par incorporation des réserves.

2006 30 juin, transformation de la SARL en SAS.

2007 23 juillet, transformation de la SAS en SA et réduction du capital de 450.000 euros à 45.000 euros

2007 31 août, augmentation du capital porté à 505.500 euros par apport en nature.

6.2. Investissements

6.2.1. Principaux investissements effectués par la société pendant les 3 dernières années

La politique d'investissement de la Société vise à développer des solutions en phase avec les besoins du marché, des clients et de l'entreprise. Dans les trois dernières années, les dépenses de recherche et développement ont été intégralement passées en charges pour un montant total de 3.200.000 d'euros. Les dépenses d'investissement ont été en grande partie effectuées, via des achats en leasing, et échelonnées suivant le calendrier :

- 2004 - Achat d'équipements de laboratoire sous forme, soit d'appareils de mesure, équipements et outillages divers, soit de logiciels d'analyse fonctionnelle ou de simulation pour un montant immobilisé d'environ 8.400 euros.
- 2005 – Industrialisation des cartes ARION-100 en format PCI, ainsi que des compléments d'équipement de laboratoire, le tout pour un montant immobilisé d'environ 6.200 euros
- 2006 – Début de l'industrialisation des cartes ARION-I/O et compléments d'équipement de laboratoire pour un montant d'environ 24.200 euros
- Premier semestre 2007, fin de l'industrialisation du rack ARIONI/O, l'ensemble des investissements immobilisés pour ARION-I/O en 2006 et 2007 est de 247.200 euros.

6.2.2. Investissements envisagés

ARION-Entreprise compte poursuivre une politique d'investissement forte et en corrélation avec ses objectifs stratégiques. A court terme, fin 2007 et premier semestre 2008, les investissements seront centrés sur deux objectifs stratégiques :

- L'abaissement des coûts de revient produit par la création du composant au cœur des produits ARION en technologie pré-diffusé. En prix unitaire ce composant est dix fois moins coûteux que le composant utilisé actuellement. Le montant consacré à cette opération est de 360.000 € engagés en une fois sous forme de NRE (Non-recurring engineering).
- Le renforcement des performances des produits bâtis autour du cœur Arion-100 afin des les rendre compatibles avec les réseaux les plus performants annoncés sur le marché en 2008. Il s'agit de la gamme Arion-1000. ARION-Entreprise conservera ainsi son avance sur la concurrence. Cette avancée sera obtenue pour un montant de 420.000 € répartis sur 12 mois entre octobre 2007 et septembre 2008.
- La création d'un outil universel de communication baptisé "AgoraCom" pour un montant de 650.00 € répartis sur 9 mois entre octobre 2007 et juin 2008.
- La création d'un kit de démonstration comme outil commercial pour la réalisation de démonstrations suivies de prêt aux clients, pour un montant global de 60.000 euros.

Chapitre 7: Renseignements concernant les activités

7.1. Présentation générale et métiers de ARION-Entreprise

ARION-Entreprise intervient pour la conception et la vente de solutions informatiques temps réel mettant en œuvre des solutions originales bâties sur des composants programmables.

Ce secteur est tiré par l'automatisation croissante des équipements dans tous les domaines. Le recours aux processeurs et à l'informatique distribuée est à la base de ce mouvement ; corrélativement, le développement des communications, du multimédia et des services associés, accompagne ce développement.

7.1.1. Position du métier

Dans un monde où l'ouverture des marchés rend la concurrence toujours plus pressante, les concepteurs de systèmes informatiques recherchent les solutions leur permettant, d'une part de se concentrer sur leur activité principale, et d'autre part de réutiliser les produits et solutions éprouvés. Les communications entre un calculateur et son environnement sont au cœur de cette quête.

Face à ce constat les créateurs d'ARION-Entreprise ont recherché une solution nouvelle pour rendre les communications entre un calculateur et un autre calculateur, ou un calculateur et son environnement, transparentes pour le programmeur et le processeur. Cette solution basée sur un unique composant électronique, agissant comme un coprocesseur de communication, remplace les habituels logiciels de communication. Il en résulte un important gain en temps de développement.

ARION-Entreprise complète son offre produit par la mise à disposition de son expertise chez ses clients, qu'il s'agisse de concevoir des calculateurs intégrés sur un unique composant (technologie SOPC), d'accompagner une démarche de certification de type DAL niveau A pour l'aéronautique ou SIL niveau 4 pour l'industrie ; ou bien d'évaluer le comportement théorique d'un nouveau protocole réseau.

7.1.2. Bénéfices obtenus par les utilisateurs des produits d'ARION-Entreprise

Les bénéfices obtenus avec les produits ARION-Entreprise sont :

1. Une accélération considérable du traitement des fonctions de communication par suppression de toute gestion des protocoles ;
2. La possibilité de faire coopérer différents systèmes d'exploitation et processeurs en toute transparence ;
3. Une réduction des temps de développement informatiques de l'ordre de 30% à 40% pour une application industrielle standard ;
4. Une importante réduction temps de conception (Time to Market), et des coûts de réalisation, d'intégration et de maintenance des applications.

En un mot les produits ARION-Entreprise sont générateurs de fortes économies pour les concepteurs et utilisateurs de systèmes informatiques.

7.1.3. Une gamme de solutions adaptées avec une haute valeur ajoutée

A partir du composant ARION, une gamme de produits a été constituée pour couvrir tous les usages possibles de l'avancée technologique d'ARION-Entreprise.

Ce sont :

- **Les cartes ARION-100.** Elles sont commercialisées depuis 2006 sous forme de cartes PCI et de cartes PMC ;



PCI



PMC

- **Le Bloc de propriété intellectuelle ou IP,** commercialisées depuis juin 2007, il permet à tout utilisateur de réaliser ses propres composants en intégrant les fonctionnalités du composant de base d'ARION ;



- **Le Rack ARION-I/O,** commercialisées depuis février 2007, il lie directement des entrées/sorties physiques d'un ordinateur à sa mémoire centrale en toute transparence pour ce ordinateur :



- **L'AgoraCom,** un « switch » temps réel multi-protocoles, qui permettra au second semestre 2008 de mettre en relation divers réseaux et protocoles en offrant le déterminisme des transferts de données :



- **Le microcontrôleur Arion-B612** qui embarquera fin 2008 les spécificités d'ARION-100 auquel seront ajoutées sur le même composant, une unité centrale de calcul et des entrées-sorties physiques. Ce composant sera certifié niveau de sécurité fonctionnelle SIL 4 (Industrie) et DAL A (Aéronautique) :



- **La gamme ARION-1000** qui remplacera progressivement courant 2008 la gamme ARION-100 en offrant des caractéristiques fonctionnelles identiques avec une vitesse de transmission 10 fois supérieure.

7.2. Marchés et positionnement concurrentiel de la Société

7.2.1. Le marché des produits de communication

En 2006 selon une étude Gartner de février 2007, et pour les seuls « Switchs Ethernet » du monde des automatismes, monde subissant des contraintes de type temps réel, le marché était le suivant :

- Nombre de pièces vendues : 135 millions
- Chiffre d'affaires : 7,5 milliards de \$
- Croissance sur 2005 : 12% en nombre, 17% en chiffre.

A plus petite échelle, il faut indiquer que dans un Airbus A380 sont embarqués 50 switch de type AFDX (produits à fortes contraintes temporelles) dans le pris unitaire est de 30 K€, soit 1,5 M€.

Ces chiffres donnent un aperçu du marché potentiellement adressable par le « Switch » temps réel d'ARION : l'**AgoraCom**.

A l'horizon 2010, selon une étude de Venture Development Corporation, il apparaît que ce marché est toujours très actif :

Les croissances moyennes par type de produits sont les suivantes, dans un marché caractérisé par des segments qui se détachent nettement :

- Les « switchs », avec une croissance de 28 à 34% par an dans un marché global de 4,3 G\$
- Les cartes embarquées, avec une croissance de 11% par an dans un marché de 9 G\$
- Les composants, avec une croissance de 6,5% par an dans un marché de 2,8 G\$

Ceci démontre que l'avenir des communications se situe clairement dans l'usage de « switchs » qui, à l'inverse des cartes ou des composants, ne nécessitent pas la reprise de l'étude de sous-ensembles existants et éprouvés.

L'**AgoraCom** se place clairement sur ce marché très porteur.

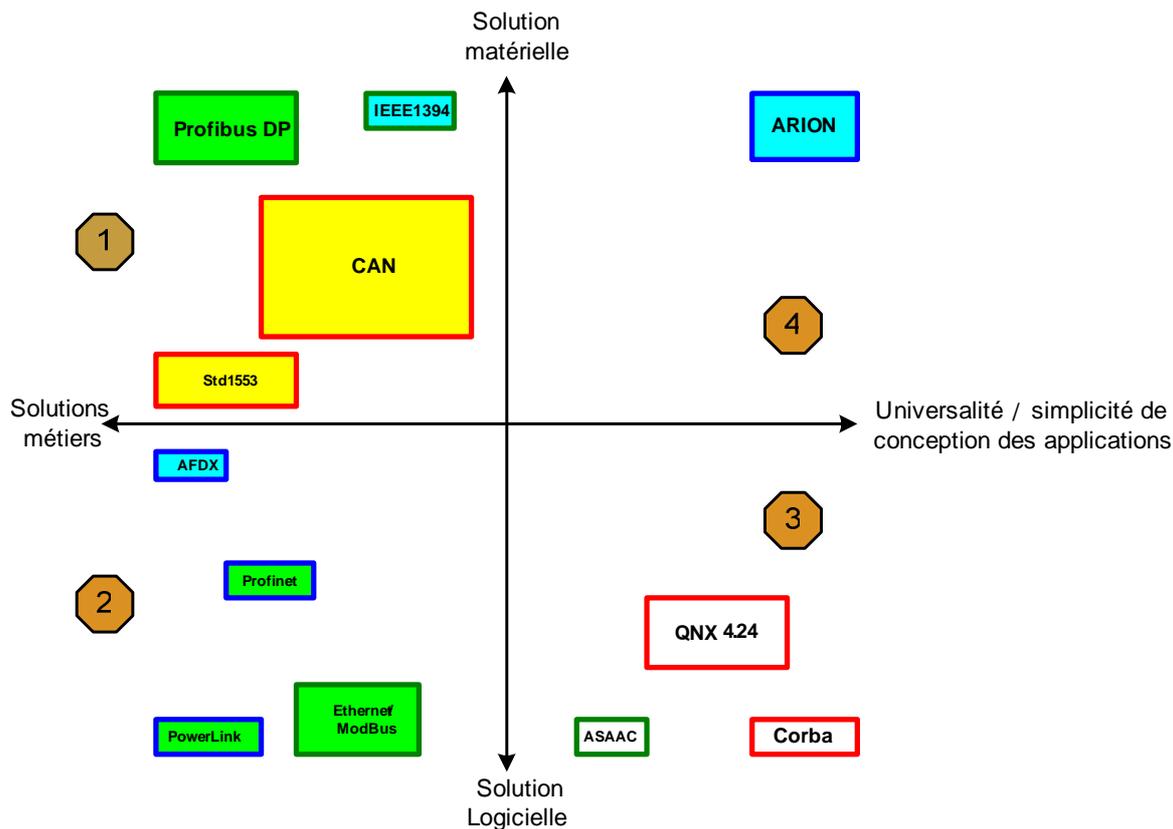
7.2.2. Position concurrentielle

L'innovation ARION occupe une place singulière dans le monde des produits de communication. Elle est d'une part, basée sur une solution totalement électronique et d'autre part, elle est universelle car compatible avec tous les standards et solutions existantes. Ce n'est pas une solution propriétaire comme la majorité de ses concurrentes.

C'est une solution ouverte, elle s'inscrit en cela dans la tendance générale actuelle tracée par les produits Linux.

Sur un plan où l'on oppose sur un premier axe les solutions électroniques aux solutions logicielles, et sur un second axe les solutions métiers aux solutions universelles, l'innovation ARION se place comme suit :

- Le cadran n°1 regroupe les solutions déjà anciennes dédiées à des métiers, elles sont attachées à des équipements spécifiques (solutions propriétaires)
- Le cadran 2 marque une première tentative d'universalité en s'appuyant sur des logiciels de communication répondant à des préoccupations métiers
- Le cadran 3 généralise cette universalité par l'usage de logiciels complexes et longs d'exécution
- La cadran 4, cadran d'Arion, est de la solution universelle strictement électronique et donc rapide.



Sur ce graphique, les surfaces sont proportionnelles aux parts de marchés, sauf pour ARION le nouveau venu.

7.3. Forces et positionnement concurrentiel

7.3.1. Des produits générateurs, une marque générateurs de valeur

Les produits ARION prennent totalement en charge les échanges entre un ordinateur et son environnement.

Il en résulte d'une part, un important gain en temps total de développement, de l'ordre de 30% à 40%, pour une application industrielle standard et d'autre part, une importante réduction temps de conception (Time to Market).

7.3.2. Un portefeuille client de clients d'importance majeure

Dans le cadre de sa stratégie de reconnaissance de la qualité de ces produits, ARION-Entreprise s'est attachée à conquérir les clients plus exigeants techniquement.

Le portefeuille actuel de clientèle comprend : Dassault Aviation, Eurocopter, Airbus, Renault F1, INEO Systrans.

Il faut noter qu'Eurocopter s'est engagé avec l'usage des produits ARION à rénover l'ensemble de son parc de banc d'intégration de ces hélicoptères. Cette opération engage ARION sur plus de deux ans.

7.3.3. Un capital d'expertise et de savoir-faire

Les atouts d'origine d'ARION-Entreprise sont d'abord l'expérience et le savoir-faire techniques des créateurs. Ces atouts ont été validés officiellement par le Ministère des Transports qui a classé l'entreprise et ses créateurs comme Experts Qualifiés Agréés en sécurité dans les domaines de l'informatique embarquée et des télécommunications.

Les atouts d'ARION-Entreprise sont aussi ses salariés expérimentés recrutés progressivement au sein de grandes entreprises technologiques pour leurs compétences techniques reconnues ou pour leur passé commercial indéniables dans le domaine de la vente de composants innovants de haute technologie.

7.3.4. Une organisation expérimentée et performante

- *Un management resserré et expérimenté*

Monsieur Renaud MESNAGER

Président Directeur Général de ARION-Entreprise, Monsieur MESNAGER est ingénieur ESME et titulaire d'un diplôme HEC.

Il a débuté sa carrière chez JEUMONT SCHNEIDER au laboratoire de développement de la Division Traction Ferroviaire où il occupera la fonction de responsable de la cellule systèmes informatiques.

En 82 il intègre la Groupe Dassault Aviation dans sa filiale SOGITEC comme chef de projet pour la réalisation de simulateurs d'avions. Il rencontre alors Christian GARNIER qui est son correspondant au centre d'essais de Brétigny. Il devient ensuite chef du Département Electronique Industrielle.

En 91, il crée et dirige la SA PRIAM-Ingénierie afin de mener, avec Christian GARNIER, des missions d'Expertises et de Conseils en conception et réalisation de systèmes informatiques industriels pour lesquels les communications présentent une forte contrainte. Les principaux clients sont la RATP, la SNCF, les sociétés d'autoroutes pour la gestion de leurs ouvrages d'art, les constructeurs aéronautiques, ...

Cette activité sera cédée en 2000 à l'entreprise de service en informatique, la SA EURILOGIC.

En 2000 il travaille avec C. GARNIER pour INGEROP, société d'ingénierie du BTP, à la mise en place d'une activité d'études et de conseils en informatique et automatismes en complément des contrats de réalisation des grandes infrastructures de transports (métros, tramways) que gère cette entreprise.

En 2003, il crée avec Christian GARNIER la sarl CGRM qui deviendra la SA ARION-Entreprise.

Monsieur Christian GARNIER

Directeur Général de ARION-Entreprise, Monsieur GARNIER a débuté sa carrière chez TITN en tant que responsable projet informatique temps réel pour, entre autres, l'INRIA, le CERN et la CII.

En 77, il rejoint la SFIM pour prendre en charge les développements d'un ordinateur embarqué biprocesseurs réalisés à partir de processeurs en tranches.

En 79, il intègre la société Dassault Aviation comme responsables des outils d'intégration des systèmes avions. Il dirige le projet de recherche pour la réalisation d'un ordinateur modulaire embarqué pour différents programmes avions, participe à la spécification des moyens de communication du Rafale et devient conseiller technique auprès de la direction technique des systèmes d'armes.

En 91, il rejoint Renaud Mesnager et travaille depuis en étroite collaboration avec lui.

De 98 à 2006, il prend en charge la responsabilité de l'enseignement du temps réel à l'ISEP et enseigne à l'INT, l'EPITA.

- *Une organisation performante*

Afin d'obtenir un fonctionnement clair et performant pour ses clients, l'organisation des différentes spécialités techniques et de gestion sont décrites et fonctionnent selon l'organigramme présenté au chapitre 8.2.

La réalisation des projets et produits nouveaux est conduite au cœur d'une organisation matricielle où l'on croise les compétences techniques et les projets de développement. Cette organisation présente l'avantage de concentrer par spécialité le savoir-faire et l'avance technique et rend les chefs de projets pluridisciplinaires. Le suivi des objectifs financiers est réalisé à l'aide de contrats de sous-traitance interne.

L'organisation qualité est en place, objectif fixé est d'obtenir la certification ISO 9001 version 2000 au début de l'année 2008.

7.4. Stratégie

7.4.1. Objectif global

La stratégie globale d'ARION-Entreprise consiste à acquérir rapidement une notoriété mondiale et à faire reconnaître sa qualité de leader comme concepteur de systèmes de transmissions de données rapides, déterministes et sûrs.

L'ambition d'ARION-Entreprise est de faire du composant ARION le **composant universel de communication** dans le domaine des applications ayant des contraintes temporelles d'exécution.

Ce premier objectif étant acquis, Arion deviendra naturellement le composant de communication intégré dans tout système informatique.

7.4.2. Conduite de la stratégie

Remarque préalable

Il faut noter que les produits Arion sont soit des composants qui doivent être intégrés au sein de produits finis, soit des sous-ensembles tels que des « switch » comme l'AgoraCom qui doivent être intégrés au sein d'un système complexe. En conséquence, le canal normal et objectif de la commercialisation des produits est la vente (OEM) à des constructeurs de l'industrie électronique/informatique via des réseaux de distributions ayant une couverture mondiale.

En tenant compte de la remarque précédente, la stratégie conduite par ARION-Entreprise a été bâtie depuis la création de l'entreprise sur trois phases :

Phase 1. De 2004 à 2007 : Faire reconnaître ARION-Entreprise par des réalisations exemplaires.

C'est intégrer les produits Arion dans des projets phares d'industries de haute technologie : l'aéronautique (Dassault, Eurocopter, Airbus), l'Automobile en haut de gamme (Renault F1).

Phase 2. De 2007 à 2009 : Pénétrer les marchés de grande diffusion, via des partenariats mondiaux.

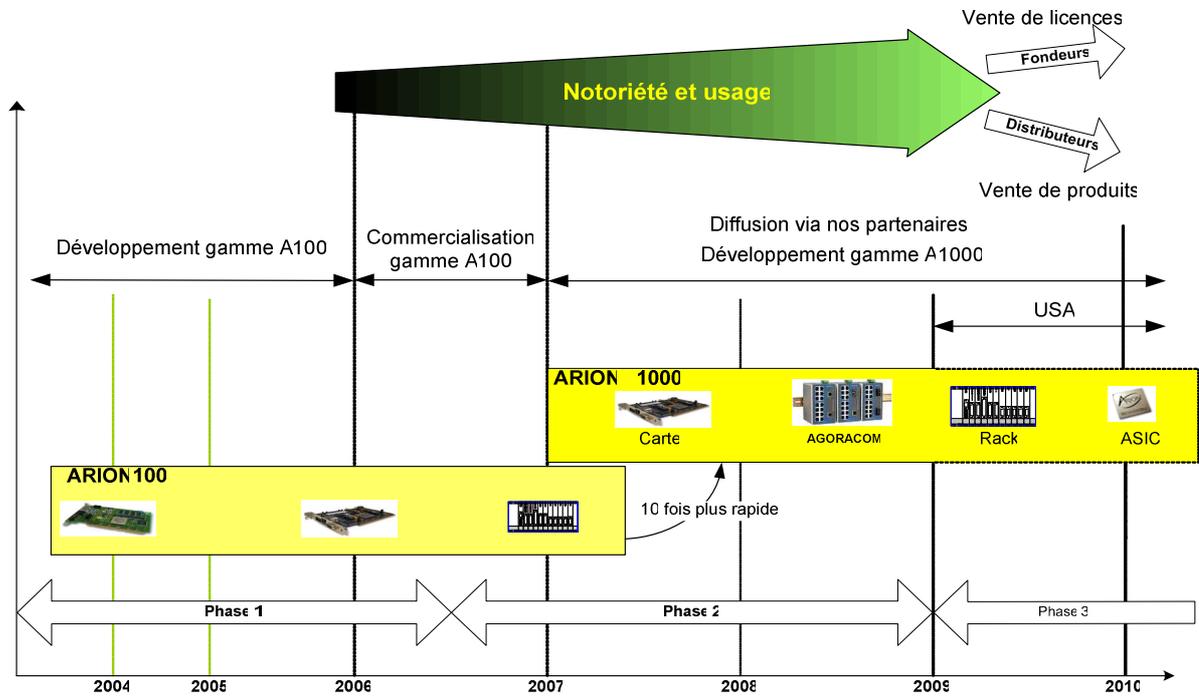
En novembre 2006, ARION-Entreprise devient le partenaire de WIND RIVER pour le développement d'un pilote adaptant son produit ARINC 653 aux équipements ARION. Il a été d'abord présenté conjointement au Salon RTS 2007 de Paris, puis au cours d'un « Road show » européen. Une présentation aux USA est prévue chez WIND RIVER au dernier trimestre 2007.

En juin 2006, ARION-Entreprise devient le partenaire de ROCKWELL-Automation, via sa filiale ICS TRIPLEX, et présentera au salon Automation 2007 de Paris un produit développé en commun : l'embarquement d'un automate directement sur le composant ARION : « l'IsArion ».

Phase 3. Après 2009 : Implantation, via nos partenaire américains, d'une filiale au Etats-Unis.

L'objectif est de pénétrer le monde des nouvelles technologies, de l'automobile et du « Consumer » en proposant aux fabricants américains de composants électroniques la ventes de licences pour l'obtention de composants ASIC à très bas prix.

Depuis l'origine, les différentes phases de cette stratégie et le plan produits correspondant sont symbolisées par le schéma suivant :



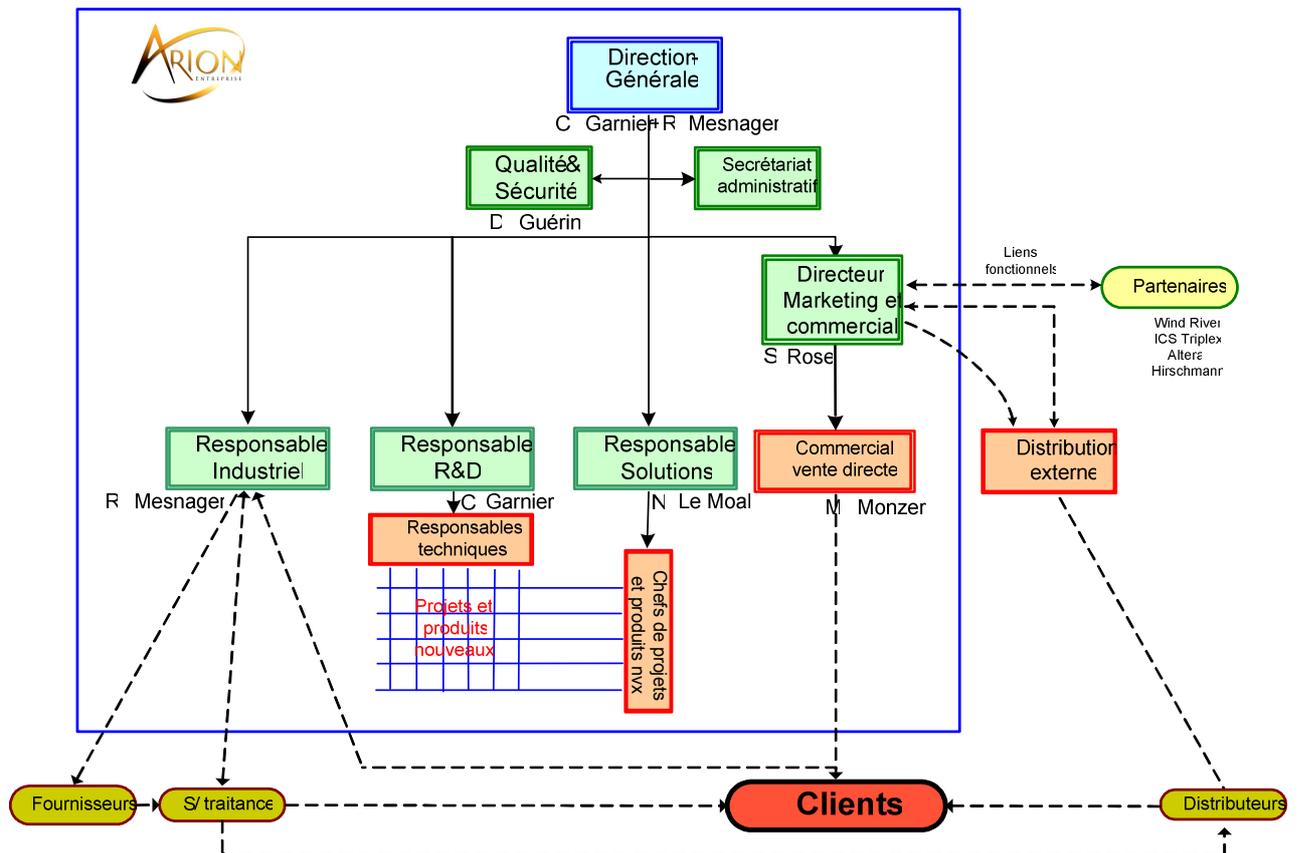
Chapitre 8: Organigrammes

8.1. Organigramme du Groupe

La société n'a pas de filiale à ce jour.

8.2. Organigramme fonctionnel

L'organigramme fonctionnel suivant correspond à l'organisation mise en place en vue de l'obtention de la certification ISO 9001 version 2000, attendue pour le premier semestre 2008.



Les fonctions de Responsable de Solution et de Responsable Industriel sont exercées par les deux dirigeants afin de garantir la continuité de la logique de développement de l'entreprise et de ses innovations.

Chapitre 9: Recherche & Développement, brevets et licences

9.1. Recherche et Développement

La Recherche & Développement est un axe majeur de la stratégie de ARION-Entreprise afin qu'elle puisse maintenir son avance technologique et intellectuelle sur ses concurrents. C'est en y consacrant la plus grande partie de ses investissements que la Société s'est constituée une gamme de produits qui aujourd'hui fait sa force.

Cet effort soutenu, ARION-Entreprise compte le poursuivre, par la réalisation du produit de communication universel l'AgoraCom et l'accroissement des performances de son actuelle gamme dite Arion-100 en gamme Arion-1000. La R&D devrait constituer le levier majeur de croissance dans un futur proche.

La qualité de la R&D d'ARION-Entreprise a été reconnue par le Ministère de la Recherche qui a attribué à l'entreprise le label JEI (Jeune Entreprise Innovante).

9.2. Brevets, marques et noms de domaine

ARION-Entreprise est propriétaire de trois brevets et de nombreuses marques. Afin d'en assurer la protection, la Société a pour politique de procéder systématiquement à leur dépôt auprès de l'INPI.

ARION-Entreprise possède les brevets suivants :

| Brevets | Type | Pays | Date de dépôt | N° de dépôt |
|------------------------------------------------------------|----------|-----------------------|---------------|-------------|
| Système de communication en temps réel | Brevet | OEB et USA | 16/09/2004 | 2 875 361 |
| Système de gestion automatique du déplacement d'un abonné | PCT | OEB (USA en cours) | 28/04/2006 | 06 03818 |
| Procédé de communication entre une pluralité d'équipements | En cours | En cours | 30/08/07 | En attente |

La Société exploite ou est susceptible d'exploiter les marques suivantes :

| Marques | Type | Pays | Date de dépôt | N° de dépôt |
|---------------------------------|----------|--------|---------------|-------------|
| arion-entreprise.com/ .eu / .fr | Internet | | 13/07/06 | OVH |
| arion-network.com/ .eu / .fr | Internet | | 13/07/06 | OVH |
| arion.fr / .eu | Internet | | 11/10/04 | OVH |
| ARION | Marque | France | 08/10/04 | 04 3317193 |

Chapitre 10: Informations sur les tendances

10.1. Principales tendances ayant affecté les ventes, coûts et prix de vente depuis la fin du dernier exercice

La Société n'a pas connaissance de tendances ou d'événements avérés, relatifs à son activité, qui sont raisonnablement susceptibles d'influer de manière sensible et exceptionnelle sur son chiffre d'affaires au cours du prochain semestre.

10.2. Tendances et perspectives de la Société

La tendance forte qui se dégage actuellement de la demande des marchés est le remplacement des solutions propriétaires par des solutions ouvertes qui permettent aux industriels de concevoir leurs systèmes à partir de équipements existants « sur étagère ». Cette tendance est génératrice de fortes économies en coûts de conception et de mise en oeuvre.

Les indicateurs marchés présentés en 7.2.1 confirment clairement cette tendance : les marchés sont très actifs pour les switches avec une progression attendue de 34 % et tendent à délaissier les composants dédiés avec une croissance de 6,5%.

En illustration, on rappellera le développement extraordinairement rapide des logiciels Linux face à Windows numéro un du marché.

Les produits d'ARION-Entreprise, et en particulier « l'AgoraCom » qui permet de mettre en relation des équipements divers, s'inscrivent pleinement sur cette tendance génératrice de profits pour les utilisateurs.

Chapitre 11: Prévisions ou estimations du bénéfice

Les perspectives financières et commerciales de la Société figurent dans l'étude financière rédigée à l'occasion de l'introduction en Bourse d'ARION-Entreprise.

Chapitre 12: Organes d'administration et de direction

12.1. Dirigeants et administrateurs de la Société

12.1.1. Informations générales relatives aux dirigeants et administrateurs

| Nom | Fonction |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Monsieur Renaud MESNAGER 41, rue Georges Clémenceau 78350 Jouy-en-Josas | Président - Directeur Général |
| Monsieur Christian GARNIER 25, rue Fontaine 91580 Etrechy | Directeur Général |
| Monsieur Jean-Yves RIVIERE Eurilogic Centrale Parc 92298 Chatenay-Malabry Cedex | Administrateur |
| Monsieur Jean-Claude LAFONT Institut National des Télécommunications 9, rue Charles Fourier 91011 Evry Cedex | Administrateur |

Monsieur Renaud MESNAGER occupe également la fonction de gérant de la SCI Immospace.

L'expertise et l'expérience en matière de gestion de ces personnes résultent des différentes fonctions salariées et/ou de direction qu'elles ont précédemment exercées et/ou qu'elles continuent d'exercer au sein d'autres sociétés ou organismes divers.

Il n'existe entre les personnes listées ci-dessus aucun lien familial.

Aucune de ces personnes, au cours des 5 dernières années,

1. n'a fait l'objet de condamnation pour fraude ;
2. n'a été associée en sa qualité de dirigeant ou administrateur à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
3. n'a fait l'objet d'une interdiction de gérer ;
4. n'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

12.2. Autres mandats

Il est à noter que :

- Mr Jean-Yves RIVIERE, administrateur d'ARION-Entreprise est Président de la société anonyme EURILOGIC, société cotée en Bourse ;
- Mr Jean-Claude LAFONT, administrateur d'ARION-Entreprise est Maître de Conférence à l'Institut National des Télécommunications.

12.3. Pacte d'actionnaires

Il n'existe pas à la date du présent document un pacte d'actionnaires relatif au capital d'ARION-Entreprise

12.4. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction, de surveillance et de la direction générale

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun conflit d'intérêts potentiel au niveau des organes d'administration, de direction, de surveillance et de la direction générale.

Chapitre 13: Rémunérations et avantages

13.1. Rémunération des membres du Conseil d'Administration et dirigeants

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, Monsieur MESNAGER a perçu, au titre de ses fonctions, une rémunération globale de 80.000 euros.

Sur la même période, les sommes allouées à Monsieur GARNIER au titre de ses fonctions s'élèvent à 80.000 euros.

La Société n'a pas distribué de jetons de présence à ses administrateurs.

13.2. Sommes provisionnées par la Société aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit des membres du Conseil d'Administration et dirigeants

Il n'y a pas de sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par la Société aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages au profit des membres du Conseil d'Administration et de Direction.

Chapitre 14: Fonctionnement des organes d'administration et de direction

14.1. Direction de la Société

La Société est représentée à l'égard des tiers par son Président-directeur Général, Monsieur MESNAGER.

14.1.1. Mandat des administrateurs

Le tableau ci-dessous indique la composition du Conseil d'Administration de la Société à la date du présent Document d'information ainsi que les principales informations relatives aux mandataires sociaux.

| Nom | Fonction | Date de première nomination | Date de fin de mandat | Nombre d'actions détenues en date du présent document |
|-------------------|-------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| Monsieur MESNAGER | Président | AG mixte du 23 juillet 2007 | Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 | 299.560 |
| Monsieur GARNIER | Directeur Général | AG mixte du 23 juillet 2007 | Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 | 372.760 |
| Monsieur RIVIERE | Administrateur | AG mixte du 23 juillet 2007 | Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 | 40 |
| Monsieur LAFONT | Administrateur | AG mixte du 23 juillet 2007 | Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 | 40 |

14.2. Contrats entre les administrateurs et la Société

Il n'existe aucun contrat de service conclu entre la Société et l'un de ses administrateurs à la date du présent document d'information.

Chapitre 15: Principaux actionnaires

15.1. Actionnaires significatifs non représentés au Conseil d'administration

| Actionnaires | Nombre d'actions | % capital |
|--------------------------|------------------|--------------|
| Madame Lola LEFEVRE | 400 | 0,06% |
| Madame Aurélie GARNIER | 400 | 0,06% |
| Monsieur Jérôme GARNIER | 400 | 0,06% |
| Monsieur Sylvain GARNIER | 400 | 0,06% |
| Total | | 0,24% |

15.2. Droits de vote des principaux actionnaires

L'article 26 des statuts confère un droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis trois ans au moins, au nom du même actionnaire.

15.3. Contrôle de la Société

Messieurs Renaud MESNAGER et Christian GARNIER sont actionnaires et également administrateurs de la Société. Ils détiennent ensemble 99,76 % du capital avant introduction en Bourse.

Chapitre 16: Conventions réglementées

16.1. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées portant sur l'exercice clos au 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article 227-10 du Code de Commerce dont nous avons été avisés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Vous devez en conséquence, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Loyer des locaux du 2 bis route de Gizy à Bièvres (Essonne)

- Personne intéressée : Monsieur Renaud MESNAGER, Président de votre société et gérant de la SCI IMMOSPACE.
- Objet : Bail commercial avec la société IMMOSPACE pour des locaux situés 2 bis route de Gizy à Bièvres à compter du 15 septembre 2006 pour une durée de neuf ans.

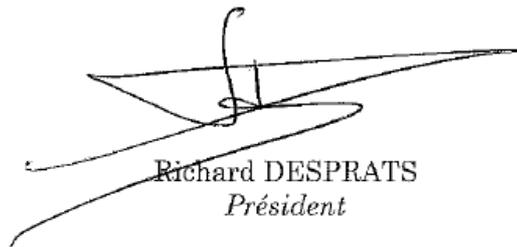
Le loyer annuel est fixé à 30.268,20 € hors taxes plus charges locatives avec une indexation annuelle des loyers sur l'indice INSEE de la construction.

Le dépôt de garantie a été fixé à trois mois de loyer soit 7.567,05 € hors taxes.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006, votre société a versé à titre de loyers et charges locatives **14.568,73 € hors taxes** et un dépôt de garantie de **7.567,05 € hors taxes**.

Fait à Paris, le 6 juin 2007

Pour **GEREC SA**,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes. The signature is positioned above the printed name and title.

Richard DESPRATS
Président

Chapitre 17: Informations financières historiques de la Société

17.1. Comptes annuels consolidés relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2006

17.1.1. Bilan – Actif

(1) BILAN - ACTIF (2007)

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12

Adresse de l'entreprise : 41 Rue Georges Clémenceau 78350 JOUY EN JOSAS Durée de l'exercice précédent * 12

Numéro SIRET* 44930504400017 Code APE 742c Néant *

| | | | | Exercice N clos le 31/12/2006 | | N-1 31/12/2005 | | |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|--------|---------------------------|----------|---------|
| | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 | | | Net 4 | |
| Capital souscrit non appelé (I) | | AA | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | Frais d'établissement* | AB | | AC | | | | |
| | Frais de développement * | CX | | AE | | | | |
| | Concessions, brevets et droits similaires | AF | 25 238 | AG | 14 461 | 10 777 | 1 654 | |
| | Fonds commercial (1) | AH | | AI | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles | AJ | | AK | | | | |
| | Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | | AM | | | | |
| | Terrains | AN | | AO | | | | |
| | Constructions | AP | | AQ | | | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | 569 | AS | | 569 | 569 | |
| | Autres immobilisations corporelles | AT | 12 922 | AU | 5 451 | 7 471 | 6 632 | |
| Immobilisations en cours | | AV | | AW | | | | |
| Avances et acomptes | | AX | | AY | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1) | Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | | CT | | | | |
| | Autres participations | CU | 15 | CV | | 15 | 15 | |
| | Créances rattachées à des participations | BB | | BC | | | | |
| | Autres titres immobilisés | BD | | BE | | | | |
| | Prêts | BF | | BG | | | | |
| Autres immobilisations financières* | | BH | 8 170 | BI | | 8 170 | 1 959 | |
| TOTAL (II) | | BJ | 46 914 | BK | 19 912 | 27 002 | 10 830 | |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS* | Matières premières, approvisionnements | BL | 900 | BM | | 900 | |
| | | En cours de production de biens | BN | | BO | | | |
| | | En cours de production de services | BP | | BQ | | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | BR | | BS | | | |
| | | Marchandises | BT | 100 795 | BU | | 100 795 | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | BV | | BW | | | |
| | CRÉANCES | Clients et comptes rattachés (3)* | BX | 76 399 | BY | | 76 399 | 341 270 |
| | | Autres créances (3) | BZ | 193 811 | CA | | 193 811 | 113 074 |
| | | Capital souscrit et appelé, non versé | CB | | CC | | | |
| | DIVERS | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres) | CD | 18 511 | CE | | 18 511 | 271 915 |
| Disponibilités | | CF | 192 945 | CG | | 192 945 | 75 177 | |
| Charges constatées d'avance (3) * | | CH | 16 011 | CI | | 16 011 | 110 | |
| TOTAL (III) | | CJ | 599 373 | CK | | 599 373 | 801 546 | |
| Comptes de régularisation | Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV) | CW | | | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | | | |
| | Écarts de conversion actif * | CN | | | | | | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | | CO | 646 287 | 1A | 19 912 | 626 375 | 812 376 |
| Renvois : (1) Dont droit au bail : | | | | CP | | (3) Part à plus d'un an : | CR | |
| Clause de réserve de propriété : * | | | | Stocks : | | Créances : | | |

(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :
(3) Part à plus d'un an :

17.1.2. Bilan – Passif

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des Impôts)

(2)

BILAN - PASSIF avant répartition

N° 2051 [7]
(2007)

| Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise | | Néant <input type="checkbox"/> | | |
|------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------|---------|
| | | Exercice N 1 | Exercice N-1 2 | |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : _____) | DA | 450 000 | 45 000 |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | | |
| | Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence <input type="checkbox"/> EK) | DC | | |
| | Réserve légale (3) | DD | 45 000 | 750 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | |
| | Réserves réglementées (3) * (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours <input type="checkbox"/> BI) | DF | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants* <input type="checkbox"/> EJ) | DG | 4 824 | 250 301 |
| | Report à nouveau | DH | | |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | (272 393) | 203 773 |
| | Subventions d'investissement | DJ | | |
| Provisions réglementées * | DK | | | |
| TOTAL (I) | DL | 227 431 | 499 824 | |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | | |
| | Avances conditionnées | DN | | |
| | TOTAL (II) | DO | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | | |
| | Provisions pour charges | DQ | | |
| | TOTAL (III) | DR | | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | 97 500 | |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs <input type="checkbox"/> EI) | DV | 1 567 | 2 180 |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 217 656 | 218 325 |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 82 222 | 92 047 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | | |
| | Autres dettes | EA | | |
| | Compte régul. Produits constatés d'avance (4) | EB | | |
| TOTAL (IV) | EC | 398 944 | 312 552 | |
| Écart de conversion passif* (V) | ED | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 626 375 | 812 376 | |
| RENVois | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | 1B | | |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | 1C | | |
| | | 1D | | |
| | | 1E | | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | 1F | | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | 1G | 301 444 | | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | 1H | | | |

17.1.3. Compte de Résultat

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

3

COMPTE DE RÉSULTAT DE L' EXERCICE (En liste)

(2007)

| | | Exercice N | | | | Exercice (N-1) | | |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|------------------------------------------------|----|--------------------------------|---------|---------|
| | | France | | Exportations et livraisons intracommunautaires | | | Total | |
| Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises * | FA | 334 818 | FB | FC | 334 818 | 614 716 | |
| | Production vendue $\left\{ \begin{array}{l} \text{biens}^* \\ \text{services}^* \end{array} \right.$ | FD | | FE | FF | | | |
| | | FG | 144 939 | FH | FI | 144 939 | 328 128 | |
| | Chiffres d'affaires nets* | FJ | 479 756 | FK | FL | 479 756 | 942 844 | |
| | Production stockée* | | | | FM | | | |
| | Production immobilisée* | | | | FN | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | FO | | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9) | | | | FP | 1 950 | 60 | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | FQ | 685 | | |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | | FR | 482 391 | 942 904 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane)* | | | | FS | 318 955 | 518 297 | |
| | Variation de stock (marchandises)* | | | | FT | (100 795) | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)* | | | | FU | | 654 | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements)* | | | | FV | (900) | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis)* | | | | FW | 269 302 | 103 297 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés* | | | | FX | 1 400 | 13 821 | |
| | Salaires et traitements* | | | | FY | 353 468 | 240 558 | |
| | Charges sociales (10) | | | | FZ | 69 823 | 40 238 | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations $\left\{ \begin{array}{l} - \text{dotations aux amortissements}^* \\ - \text{dotations aux provisions}^* \end{array} \right.$ | | | | GA | 16 159 | 2 713 |
| | | | | | | GB | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions* | | | | GC | | |
| | Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | | GD | | | |
| | Autres charges (12) | | | | GE | | 12 | |
| Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | | GF | 927 413 | 919 590 | |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | GG | (445 021) | 23 314 | |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée* (III) | | | | GH | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV) | | | | GI | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | GJ | | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | GK | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | GL | | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | GM | | | |
| | Différences positives de change | | | | GN | | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | GO | 4 920 | 3 794 | |
| Total des produits financiers (V) | | | | | OP | 4 920 | 3 794 | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions* | | | | QQ | | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | GR | 65 | 17 | |
| | Différences négatives de change | | | | GS | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | GT | | | |
| Total des charges financières (VI) | | | | | GU | 65 | 17 | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | GV | 4 855 | 3 777 | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | GW | (440 166) | 27 091 | |

(REMARQUE : les chiffres sont en milliers d'euros)

Désignation de l'entreprise SAS ARION-Entreprise

Néant *

| | | Exercice N | Exercice N-1 |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------|
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | HA | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | HB | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | HC | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | HD | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | HE | 7 |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | HF | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | HG | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | HH | 7 |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | HI | (7) |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | |
| Impôts sur les bénéfices * (X) | | HK | (167 773) (176 689) |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | HL | 487 311 946 698 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | HM | 759 704 742 925 |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges) | | HN | (272 393) 203 773 |
| (1) | Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | |
| (2) | Dont { produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | HY | |
| | | IG | |
| (3) | Dont { - Crédit - bail mobilier * - Crédit - bail immobilier | HP | 5 969 2 873 |
| | | HQ | |
| (4) | Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IH | |
| (5) | Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | |
| (6) | Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | |
| (6bis) | Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.) | HX | |
| (9) | Dont transferts de charges | AI | 1 950 60 |
| (10) | Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | (1 253) 13 817 |
| (11) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | |
| (12) | Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | |
| (13) | Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9 | | |
| (7) | Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) : | Exercice N | |
| | | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| (8) | Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | Exercice N | |
| | | Charges antérieures | Produits antérieurs |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

L'ADMINISTRATEUR A CONSERVER PAR LE DECLARANT

RENVIS

C.A.S. - http://www.c.a.s.120017.com

17.1.4. Annexe fiscale au 31 décembre 2006

EXERCICE 2006

Informations visées à l'article 38-2 de l'annexe 3 du CGI

| | | | |
|------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-------|
| 1° - | Dérogations aux principes comptables : | | Néant |
| • | | | |
| 2° - | Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes annuels : changement de méthodes..... | | Néant |
| • | | | |
| 3° - | Détail des produits à recevoir : | | |
| • | Produits à recevoir..... | | Néant |
| • | Factures à établir..... | | Néant |
| • | Intérêts sur comptes courants associés..... | | Néant |
| 4° - | Détail des charges à payer : | | |
| • | Factures fournisseurs non parvenues..... | 13 881.62 | |
| • | Provisions congés payés..... | 21 894.24 | |
| • | Provisions charges congés payés..... | 5 186.72 | |
| • | TVA sur factures à établir..... | | Néant |
| • | Taxe sur véhicules des sociétés..... | | Néant |
| • | Organic..... | | Néant |
| • | Commission à payer..... | | Néant |
| • | Organismes sociaux à payer..... | 43 358.89 | |
| • | Primes à payer (charges sociales comprises)..... | | Néant |
| • | Intérêts bancaires courus non échus..... | | Néant |
| • | Participation des salariés..... | | Néant |
| 5° - | Détail des charges constatées d'avance : | | |
| • | Frais généraux..... | 16 011.28 | |
| • | Divers..... | | Néant |
| 6° - | Détail des produits constatées d'avance : | | |
| • | Prestations à servir..... | | Néant |
| • | Publicité à paraître..... | | Néant |
| 7° - | Détail des charges à répartir sur plusieurs exercices | | |
| • | | | Néant |

Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise

Néant

| CADRE A | IMMOBILISATIONS | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice | Augmentations | | | |
|---------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-----------|
| | | | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence | Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | TOTAL I | CZ | KB | KC | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL II | KD 2 637 | KE | KF 22 601 | |
| CORPORELLES | Terrains | | KG | KH | KI | |
| | Constructions | Sur sol propre | LJ | KJ | KK | |
| | | Sur sol d'autrui | MI | KM | KN | |
| | Installations générales, agencements, et aménagements des constructions* | Dont Composants | M2 | KP | KQ | |
| | | Dont Composants | M3 | KS | KT | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | KV | KW | KX 536 | |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers * | | KY | KZ | LA |
| | | Matériel de transport * | | LB | LC | LD 2 985 |
| | Autres immobilisations corporelles | Matériel de bureau et mobilier informatique | | LE | LF | LG |
| | | Emballages récupérables et divers * | | LH | LI | LJ |
| | Immobilisations corporelles en cours | | LK | LL | LM | |
| | Avances et acomptes | | LN | LO | LP 3 521 | |
| | TOTAL III | | 9 971 | | | |
| | FINANCIERES | Participations évaluées par mise en équivalence | | 8G | 8M | 8T |
| Autres participations | | | 8U 15 | 8V | 8W | |
| Autres titres immobilisés | | | IP | IR | IS | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | IT 1 959 | IU | IV 8 946 | |
| TOTAL IV | | | LQ 1 974 | LR | LS 8 946 | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | ØG 14 582 | ØH | ØJ 35 067 | | |
| CADRE B | IMMOBILISATIONS | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | Réévaluation légale* ou évaluation par mise en équivalence | |
| | | par virement de poste à poste | par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence | | | |
| INCORP. | Frais d'établissement et de développement | TOTAL I | CØ | DØ | D7 | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL II | LV | LW 25 238 | IX | |
| CORPORELLES | Terrains | | LX | LY | IZ | |
| | Constructions | Sur sol propre | MA | MB | MC | |
| | | Sur sol d'autrui | MD | ME | MF | |
| | Installations générales, agencements, et am. des constructions | Dont Composants | MG | MH | MI | |
| | | Dont Composants | MJ | MK | ML 569 | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | MM | MN | MO 536 | |
| | Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agencets, aménagements divers | | MP | MQ | MR |
| | | Matériel de transport | | MS | MT | MU 12 387 |
| | Autres immobilisations corporelles | Matériel de bureau et informatique, mobilier | | MV | MW | MX |
| | | Emballages récupérables et divers* | | MZ | NA | NB |
| | Immobilisations corporelles en cours | | ND | NE | NF | |
| | Avances et acomptes | | NG | NH | NI 13 491 | |
| | TOTAL III | | | | | |
| | FINANCIERES | Participations évaluées par mise en équivalence | | ØU | M7 | ØW |
| Autres participations | | | ØX | ØY 15 | ØZ | |
| Autres titres immobilisés | | | 2B | 2C | 2D | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | 2E 2 735 | 2F 8 170 | 2G | |
| TOTAL IV | | | NJ 2 735 | NK 8 185 | 2H | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | ØK 2 735 | ØL 46 914 | ØM | | |

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

Exercice N clos le 31122006

Les entreprises ayant pratiqué la **réévaluation légale** de leurs **immobilisations amortissables** (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre
ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col.6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise: SAS ARION-Entreprise

Néant *

| CADRE A | Détermination du montant des écarts (col.1 - col.2) (1) | | Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement | | | Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice (col.1 - col.2) - col.5 (5) |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Augmentation de montant brut des immobilisations 1 | Augmentation du montant des amortissements 2 | Au cours de l'exercice | | Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) 5 | |
| | | | Montant des suppléments d'amortissement (2) 3 | Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) 4 | | |
| 1 Concessions, brevets et droits similaires | | | | | | |
| 2 Fonds commercial | | | | | | |
| 3 Terrains | | | | | | |
| 4 Constructions | | | | | | |
| 5 Installations techniques mat. et out. industriels | | | | | | |
| 6 Autres immobilisations corporelles | | | | | | |
| 7 Immobilisations en cours | | | | | | |
| 8 Participations | | | | | | |
| 9 Autres titres immobilisés | | | | | | |
| 10 TOTAUX | | | | | | |

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
a) le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
b) le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne «Provisions réglementées».

CADRE B

DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

| | |
|------------------------------------------------------------------------------|---|
| 1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE | |
| 2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE | - |
| 3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE | = |

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continuent à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DECLARANT

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Désignation de l'entreprise SAS ARION-Entreprise Néant *

CADRE A SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES
(OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements au début de l'exercice | | Augmentations : dotations de l'exercice | | Diminutions : amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif et reprises | | Montant des amortissements à la fin de l'exercice | |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-------|-----------------------------------------|--------|----------------------------------------------------------------------------------|--|---------------------------------------------------|--------|
| Frais d'établissement et de développement TOTAL I | | CY | | PB | | PC | | PD | |
| Autres immobilisations incorporelles TOTAL II | | PE | 983 | PF | 13 478 | PG | | PH | 14 461 |
| Terrains | | PI | | PJ | | PK | | PL | |
| Constructions | Sur sol propre | PM | | PN | | PO | | PQ | |
| | Sur sol d'autrui | PR | | PS | | PT | | PU | |
| | Inst. générales, agencements et aménagements des constructions | PV | | PW | | PX | | PY | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | PZ | | QA | | QB | | QC | |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. générales, agencements, aménagements divers | QD | 2 | QE | 92 | QF | | QG | 94 |
| | Matériel de transport | QH | | QI | | QJ | | QK | |
| | Matériel de bureau et informatique, mobilier | QL | 2 768 | QM | 2 589 | QN | | QO | 5 357 |
| | Emballages récupérables et divers | QP | | QR | | QS | | QT | |
| TOTAL III | | QU | 2 770 | QV | 2 681 | QW | | QX | 5 451 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | ØN | 3 753 | ØP | 16 159 | ØQ | | ØR | 19 912 |

CADRE B VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

| Immobilisations amortissables | DOTATIONS | | | | | | REPRISES | | | | | | Mouvements nets des amortissements à la fin de l'exercice |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------|------------------------------------------------|-----|-----|-----------------------------------------------------------|
| | Colonne 1 Différentiel de durée | Colonne 2 Mode dégressif | Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel | Colonne 4 Différentiel de durée | Colonne 5 Mode dégressif | Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel | Colonne 5 Mode dégressif | Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel | Colonne 5 Mode dégressif | Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel | | | |
| Frais d'établissements TOTAL I | M9 | N1 | N2 | N3 | N4 | N5 | N6 | N7 | N8 | N9 | N10 | N11 | |
| Autres immob. incorporelles TOTAL II | N7 | N8 | P6 | P7 | P8 | P9 | Q1 | Q2 | Q3 | Q4 | Q5 | Q6 | |
| Terrains | Q2 | Q3 | Q4 | Q5 | Q6 | Q7 | Q8 | Q9 | Q10 | Q11 | Q12 | Q13 | |
| Constructions | Sur sol propre | Q9 | R1 | R2 | R3 | R4 | R5 | R6 | R7 | R8 | R9 | R10 | |
| | Sur sol d'autrui | R7 | R8 | R9 | S1 | S2 | S3 | S4 | S5 | S6 | S7 | S8 | |
| | Inst. gales, agenc. et am. des const. | S5 | S6 | S7 | S8 | S9 | T1 | T2 | T3 | T4 | T5 | T6 | |
| Inst. techniques mat et outillage | T3 | T4 | T5 | T6 | T7 | T8 | T9 | T10 | T11 | T12 | T13 | T14 | |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agenc. am. divers | U1 | U2 | U3 | U4 | U5 | U6 | U7 | U8 | U9 | U10 | U11 | |
| | Matériel de transport | U8 | U9 | V1 | V2 | V3 | V4 | V5 | V6 | V7 | V8 | V9 | |
| | Mat. bureau et inform. mobilier | V6 | V7 | V8 | V9 | W1 | W2 | W3 | W4 | W5 | W6 | W7 | |
| | Emballages récup. et divers | W4 | W5 | W6 | W7 | W8 | W9 | X1 | X2 | X3 | X4 | X5 | |
| TOTAL III | X2 | X3 | X4 | X5 | X6 | X7 | X8 | X9 | X10 | X11 | X12 | X13 | |
| Total général (I+II+III) | X9 | Y1 | Y2 | Y3 | Y4 | Y5 | Y6 | Y7 | Y8 | Y9 | Y10 | Y11 | |
| Total général non ventilé (X9 + Y1 + Y2) | Y7 | | Total général non ventilé (Y3 + Y4 + Y5) | Y8 | | Total général non ventilé (Y7 - Y8) | Y9 | | | | | | |

CADRE C MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *

| | Montant net au début de l'exercice | Augmentations | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net à la fin de l'exercice |
|-----------------------------------------|------------------------------------|---------------|--------------------------------------------|------------------------------------|
| Frais d'émission d'emprunts à évaluer | | | Z9 | B1 |
| Primes de remboursement des obligations | | | SP | SR |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice N° 2032

EXEMPLAIRE À CONSERVER PAR LE DECLARANT

Désignation de l'entreprise SAS ARION-Entreprise Néant *

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

| Nature des provisions | | Montant au début de l'exercice 1 | AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2 | DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3 | Montant à la fin de l'exercice 4 |
|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------|
| Provisions réglementées | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers | 3T | TA | TB | TC |
| | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) | 3U | TD | TE | TF |
| | Provisions pour hausse des prix (1) * | 3V | TG | TH | TI |
| | Amortissements dérogatoires | 3X | TM | TN | TO |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | D3 | D4 | D5 | D6 |
| | Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992* | IA | IB | IC | ID |
| | Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992* | IE | IF | IG | IH |
| | Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI) | IJ | IK | IL | IM |
| | Autres provisions réglementées (1) | 3Y | TP | TQ | TR |
| | TOTAL I | 3Z | TS | TT | TU |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour litiges | 4A | 4B | 4C | 4D |
| | Provisions pour garanties données aux clients | 4E | 4F | 4G | 4H |
| | Provisions pour pertes sur marchés à terme | 4J | 4K | 4L | 4M |
| | Provisions pour amendes et pénalités | 4N | 4P | 4R | 4S |
| | Provisions pour pertes de change | 4T | 4U | 4V | 4W |
| | Provisions pour pensions et obligations similaires | 4X | 4Y | 4Z | 5A |
| | Provisions pour impôts (1) | 5B | 5C | 5D | 5E |
| | Provisions pour renouvellement des immobilisations* | 5F | 5H | 5J | 5K |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | 5L | 5M | 5N | 5P |
| | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer * | 5R | 5S | 5T | 5U |
| Autres provisions pour risques et charges (1) | 5V | 5W | 5X | 5Y | |
| TOTAL II | 5Z | TV | TW | TX | |
| Provisions pour dépréciation | sur immobilisations { - incorporelles - corporelles - titres mis en équivalence - titres de participation - autres immobilisations financières (1)* | 6A | 6B | 6C | 6D |
| | | 6E | 6F | 6G | 6H |
| | | Ø2 | Ø3 | Ø4 | Ø5 |
| | | 9U | 9V | 9W | 9X |
| | | Ø6 | Ø7 | Ø8 | Ø9 |
| | Sur stocks et en cours | 6N | 6P | 6R | 6S |
| | Sur comptes clients | 6T | 6U | 6V | 6W |
| | Autres provisions pour dépréciation (1)* | 6X | 6Y | 6Z | 7A |
| TOTAL III | 7B | TY | TZ | UA | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 7C | UB | UC | UD | |
| Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles | UE | UF | | | |
| | UG | UH | | | |
| | UJ | UK | | | |

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5e du C.G.I. 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise | | Néant <input type="checkbox"/> | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|---------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| CADRE A | | ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut 1 | A 1 an au plus 2 | A plus d'un an 3 | |
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | UL | | UM | | UN | |
| | Prêts (1) (2) | UP | | UR | | US | |
| | Autres immobilisations financières | UT | 8 170 | UV | | UW 8 170 | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Clients douteux ou litigieux | VA | | | | | |
| | Autres créances clients | UX | 76 399 | | 76 399 | | |
| | Créance représentative / Provision pour dépréciation de titres prêtés* (Provision antérieurement constituée) | UQ | | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | UY | 4 329 | | 4 329 | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | UZ | | | | | |
| | Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | VM | 172 913 | | 172 913 | |
| | | Taxe sur la valeur ajoutée | VB | 16 431 | | 16 431 | |
| | | Autres impôts, taxes et versements assimilés | VN | | | | |
| | | Divers | VP | | | | |
| | Groupe et associés (2) | VC | | | | | |
| | Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | VR | 138 | | 138 | | |
| | Charges constatées d'avance | VS | 16 011 | | 16 011 | | |
| | TOTAUX | | VT | 294 392 | VU | 286 222 | VV 8 170 |
| RENVIS | (1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice | VD | | | | | |
| | - Remboursements obtenus en cours d'exercice | VE | | | | | |
| | (2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | VF | | | | | |
| CADRE B | | ÉTAT DES DETTES | | Montant brut 1 | A 1 an au plus 2 | A plus d'1 an et 5 ans au plus 3 | A plus de 5 ans 4 |
| Emprunts obligataires convertibles (1) | | 7Y | | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) | | 7Z | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | à 1 an maximum à l'origine | VG | | | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | VH | 97 500 | | | 97 500 | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | 8A | | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 8B | 217 656 | | 217 656 | | |
| Personnel et comptes rattachés | | 8C | 21 894 | | 21 894 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 8D | 50 406 | | 50 406 | | |
| Etat et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | 8E | | | | | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | VW | 5 471 | | 5 471 | | |
| | Obligations cautionnées | VX | | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | VQ | 4 450 | | 4 450 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 8J | | | | | |
| Groupe et associés (2) | | VI | 1 567 | | 1 567 | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | | 8K | | | | | |
| Dettes représentatives de titres empruntés* | | SZ | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | 8L | | | | | |
| TOTAUX | | VY | 398 944 | VZ | 301 444 | 97 500 | |
| RENVIS | (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | VJ | 97 500 | (2) | Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques | VL | |
| | Emprunts remboursés en cours d'exercice | VK | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------|
| Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise | | Néant <input type="checkbox"/> | | Exercice N, clos le : 31122006 | |
| I. RÉINTÉGRATIONS | | | | BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE | |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal | Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR) | | de son conjoint | | moins part déductible * à réintégrer : |
| | Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous) | | | | |
| | Amortissements excédentaires (art.39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles | | | | |
| | Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du C.G.I.* | | | | |
| | Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS) | | | | |
| | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) * | | | | |
| | Amendes et pénalités (nature : ...) | | | | |
| | Impôt sur les sociétés et imposition forfaitaire annuelle (cf. nouveautés page 10 de la notice 2032) | | | | |
| Quote-part | Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE | WL | Résultats bénéficiaires visés à l'art. 209B du CGI | L7 | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Moins-values nettes à long terme relevant du taux à 15%, 8% ou 0% | | | | |
| | Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* | | - Plus-values nettes à court terme - Plus-values soumises au régime des fusions | | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | | | 542 |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Régime des sociétés mères et des filiales* (Produit net des actions et parts d'intérêts) | | à déduire des produits nets de participations | | |
| | Régime des sociétés mères et des filiales* (Produit net des actions et parts d'intérêts) | | à déduire des produits nets de participations | | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | | | 542 |
| Régime des sociétés mères et des filiales* (Produit net des actions et parts d'intérêts) | | à déduire des produits nets de participations | | | |
| TOTAL I | | | | | (167 231) |
| II. DÉDUCTIONS | | | | PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE | |
| Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E.* | | | | | |
| Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | | | | |
| Régimes d'imposition particuliers et impositions différées | Plus-values nettes à long terme | | (15% pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)* | | |
| | | | - imposées au taux de 8 % (0 % pour les exercices ouverts à compter du 01-01-2007) | | |
| | | | - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures | | |
| | | | - imputées sur les déficits antérieurs | | |
| Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée* | | | | | |
| Régime des sociétés mères et des filiales* (Produit net des actions et parts d'intérêts) | | | | | |
| Dédution autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*. | | | | | |
| Majoration d'amortissement* | | | | | |
| Mesures d'incitation | Entreprises nouvelles (Régime descriptif en annexe 44 septies) | | Entreprises nouvelles 44 septies | | L2 |
| | Entreprises créées en Corse (art. 208 quater A) | | Pôle de compétitivité (art. 44 undecies) | | L3 |
| | Entreprises cotées en Corse (art. 208 septies) | | Zone franche urbaine (art. 44 octies ou 44 octies A) | | L6 |
| | Sociétés investisseuses innovatrices cotées (art. 208c) | | Zone franche Corse (art. 44 decies) | | ØT |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | | | 2 709 |
| Dédutions diverses à détailler sur feuillet séparé (dont créance dérogée par le report en arrière du déficit* (entreprises à l'IS)) | | | | | ZI |
| III. RÉSULTAT FISCAL | | | | TOTAL II | |
| Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables : | | bénéfice (I moins II) | | XI | |
| | | déficit (II moins I) | | | 442 333 |
| Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS) | | | | | ZL |
| Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS) | | | | | |
| RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO) | | | | | XN |
| | | | | | XO |
| | | | | | 442 333 |

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

| | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|----------------------------------|-------------------------|
| Désignation de l'entreprise <u>SAS ARION-Entreprise</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| I. SUIVI DES DÉFICITS | | | |
| Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1) | K4 | | |
| Déficits imputés | K5 | | |
| Déficits reportables | K6 | | |
| Déficit de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO) | YJ | 442 | 333 |
| Total des déficits restant à reporter | YK | 442 | 333 |
| II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES | | | |
| Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1, 1e bis AL 1er du CGI, dotations de l'exercice | ZT | 27 | 081 |
| III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT (à détailler sur feuillet séparé) | | | |
| | Dotations de l'exercice | | Reprises sur l'exercice |
| Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1, 1e bis AL 2 du CGI * | ZV | | ZW |
| Provisions pour risques et charges * | | | |
| | 8X | | 8Y |
| | 8Z | | 9A |
| | 9B | | 9C |
| Provisions pour dépréciation * | | | |
| | 9D | | 9E |
| | 9F | | 9G |
| | 9H | | 9J |
| Charges à payer | | | |
| | 9K | | 9L |
| | 9M | | 9N |
| | 9P | | 9R |
| | 9S | | 9T |
| TOTAUX (YN=ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A : | YN | | YO |
| | | ↓ | ↓ |
| | | Ligne WI | Ligne WU |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032
(1) Cette case comprend le total des lignes YK et YM du tableau 2058B déposé au titre de l'exercice précédent.

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS
(art. 237 septies du CGI)

| Montant de la réintégration ou de la déduction | Montant au début de l'exercice | | Imputations | Montant net à la fin de l'exercice |
|------------------------------------------------|--------------------------------|--|-------------|------------------------------------|
| | L1 | | | |
| | | | | |

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise **SAS ARION-Entreprise** Néant *

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT (Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (1)

| | | | | | |
|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------|---------|---------|
| ORIGINES | Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie | | ØC | | |
| | Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie | | ØD | 203 773 | |
| | Prélèvements sur les réserves (à détailler) | Réserves diverses | 250 301 | | |
| | | Sous-total (à reporter dans la colonne de droite) | | ØE | 250 301 |
| TOTAL I | | | ØF | 454 074 | |
| AFFECTATIONS | Affectations aux réserves | - Réserve légale | ZB | 44 250 | |
| | | - Réserve spéciale des plus-values à long terme | ZC | | |
| | | - Autres réserves | ZD | 4 824 | |
| | Dividendes | ZE | | | |
| | Autres répartitions | ZF | 405 000 | | |
| | Report à nouveau | ZG | | | |
| (N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) | | | TOTAL II | ZH | 454 074 |

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

| | | Exercice N : | | Exercice N-1 : | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|
| ENGAGEMENTS | — Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail) J7 | | YQ | | |
| | — Engagements de crédit-bail immobilier | | YR | | |
| | — Effets portés à l'escompte et non échus | | YS | | |
| DETAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | — Sous-traitance | | YT | 89 554 | 33 117 |
| | — Locations, charges locatives (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois) J8 | | XQ | 27 846 | 3 782 |
| | — Personnel extérieur à l'entreprise | | YU | | |
| | — Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions) | | SS | 58 519 | 15 781 |
| | — Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages | | YV | | |
| | — Autres comptes | | ST | 93 383 | 50 617 |
| Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052 | | | ZJ | 269 302 | 103 297 |
| IMPÔTS ET TAXES | — Taxe professionnelle* | | YW | 794 | 327 |
| | — Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers) ZS | | 9Z | 606 | 13 494 |
| | Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052 | | | YX | 1 400 |
| T.V.A. | — Montant de la T.V.A. collectée | | YY | 145 504 | 174 354 |
| | — Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations | | YZ | 123 425 | 121 316 |
| DIVERS | — Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle soumise au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460 ou modèle 2462 de 2006) * | | ØB | 334 672 | |
| | — Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition* | | ØS | | |
| RÉGIME DE GROUPE * | Société : Résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe. JA | | JB | Imputations | JC |
| | Groupe : résultat d'ensemble. JD | | JE | Imputations | JF |
| | Selon le cas, indiquer 1 si bénéfice consolidé, 2 si bénéfice intégré, 3 si régime de groupe. JG | | Indiquer 1 pour société mère, 2 pour filiale. JH | N° SIRET de la société mère. JJ | |
| - numéro de centre de gestion agréé* XP | | | | | |
| - Effectif moyen du personnel * (dont : apprentis : [] handicapés : []) YP | | | | 9 | 4 |
| - Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société * ZK | | | | % | % |
| - Filiales et participations : La liste prévue par l'art. 38 II de l'ann. III au C.G.I. (tableau 2059-G) doit être jointe obligatoirement à la présente déclaration. Si absence de filiales et participations, cocher 0. Si présence de filiales et participations, cocher 1. ZR | | | | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe)

Formulaire obligatoire (article 53 A du code général des impôts)

12

DÉTERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES

Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise Néant *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

| Nature et date d'acquisition des éléments cédés* ① | Valeur d'origine* ② | Valeur nette réévaluée* ③ | Amortissements pratiqués en franchise d'impôt ④ | Autres amortissements* ⑤ | Valeur résiduelle ⑥ | | | | | | |
|-------------------------------------------------------|------------------------|------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------|------------------------|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 |
| I - Immobilisations * | | | | | | | | | | | |
| 1 | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | |

B - DÉTERMINATION DES PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES RÉALISÉES

| Nature et date d'acquisition des éléments cédés* (report de la colonne ①) ⑦ | Valeur résiduelle (report de la colonne ⑥) ⑧ | Prix de vente* ⑨ | Montant global de la plus-value ou de la moins-value ⑩ | Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées* | |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-----------------|
| | | | | COURT TERME ⑪ | LONG TERME ⑫ |
| I - Immobilisations * | | | | | |
| 1 | | | | | |
| 2 | | | | | |
| 3 | | | | | |
| 4 | | | | | |
| 5 | | | | | |
| 6 | | | | | |
| 7 | | | | | |
| 8 | | | | | |
| 9 | | | | | |
| 10 | | | | | |
| 11 | | | | | |
| 12 | | | | | |

| | | | | | |
|-----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|---|---|
| II - Autres éléments | | | | | |
| 13 | Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés | | | + | |
| 14 | Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés | | | + | |
| 15 | Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale | | | + | |
| 16 | Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée | | | + | |
| 17 | Résultats nets de concession de licences d'exploitation de brevets faisant partie de l'actif immobilisé et n'ayant pas été acquis à titre onéreux depuis moins de deux ans | | | | + |
| 18 | Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice | | | | + |
| 19 | Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme | | | | - |
| 20 | Divers (détail à donner sur une note annexe)* | | | | + |

CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne ⑪)

CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 20 de la colonne ⑫)

(A)

(B)

Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006, les sociétés qui réalisent des plus ou moins-values à long terme doivent joindre à leur déclaration le détail des ventilations entre les plus ou moins-values relevant du taux de 15% et celle relevant du taux à 8% (0% pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007).

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts).

Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise

Néant *

- Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
- Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 15 % ou 8 %, puis 0 %
(1) ● ou 16 % ●

Gains nets retirés de la cession des éléments d'actif exclus du régime des plus ou moins-values à long terme en application des *quater* et *sexies* -0 du 1 de l'article 219 du CGI ●

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

| Origine ① | Moins-values à 16 % ② | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16 % ③ | Solde des moins-values à 16 % ④ |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| Moins-values nettes N | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | |
| | N-2 | | |
| | N-3 | | |
| | N-4 | | |
| | N-5 | | |
| | N-6 | | |
| | N-7 | | |
| | N-8 | | |
| | N-9 | | |
| | N-10 | | |

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

| Origine ① | Moins-values | | | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables au taux de 15 % ou 8 % ⑤ | Imputations sur le résultat de l'exercice ⑥ | Solde des moins-values à reporter ⑦ |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------|
| | À 19 % ou à 15 % (1) ② | À 8 % (2) ③ | À 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I-a quater et a sexies -0 du CGI) (3) ④ | | | |
| Moins-values nettes N | | | | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N-1 | | | | | |
| | N-2 | | | | | |
| | N-3 | | | | | |
| | N-4 | | | | | |
| | N-5 | | | | | |
| | N-6 | | | | | |
| | N-7 | | | | | |
| | N-8 | | | | | |
| | N-9 | | | | | |
| | N-10 | | | | | |

- (1) En cas d'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2006, la société doit procéder à la ventilation des moins-values à long terme entre celles qui relèvent du taux à 15 % et celles qui relèvent du taux de 8 %. Le détail de cette ventilation doit être joint à la déclaration.
- (2) Uniquement pour les exercices ouverts entre le 1er janvier 2006 et le 31 décembre 2006, moins-value à long terme relevant du taux de 8 % compte-tenu de la ventilation prévue au (1). Pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007, ces moins-values à long terme ne sont plus reportables ou imputables.
- (3) L'article 219 I a *sexies* -0 du CGI, admet, sous conditions, l'imputation des moins-values antérieures sur cessions de certains titres exclus du régime du long terme pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 2006, dans certaines limites.
- * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2032

LE DEBILITAIRES A CONSERVER PAR LE DECLARANT

(1) (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

| | | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------|--------------|---------------|
| Désignation de l'entreprise : SAS ARION-Entreprise | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | |
| I SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N | | | | | | |
| | | Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme | | | | |
| | | taxées à 10 % | taxées à 15 % | taxées à 18 % | taxées à 8 % | taxées à 25 % |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1) | 9 | | | | | |
| Plus-values de l'exercice antérieur affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice | 10 | | | | | |
| Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice | 11 | | | | | |
| TOTAL (lignes 9 à 11) | 12 | | | | | |
| Prélèvements opérés { | - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 13 | | | | |
| | - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 14 | | | | |
| | - virement à la réserve ordinaire (1) | 14 bis | | | | |
| TOTAL (lignes 13, 14 et 14 bis) | 15 | | | | | |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 12 - ligne 15) | 16 | | | | | |
| II RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (§ 6^e, 7^e alinéas de l'art. 39-1-5^e du CGI) | | | | | | |
| montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice | réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année | montants prélevés sur la réserve | | montant de la réserve à la clôture de l'exercice | | |
| | | donnant lieu à complément d'impôt | ne donnant pas lieu à complément d'impôt | | | |
| | | | | | | |

(1) il s'agit du virement à la réserve ordinaire réalisé dans les conditions prévues par l'article 39 de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificatives pour 2004.

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

16

**DÉTERMINATION DE LA VALEUR AJOUTÉE
PRODUITE AU COURS DE L'EXERCICE**

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|
| Désignation de l'entreprise : <u>SAS ARION-Entreprise</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * |
| Exercice ouvert le : <u>01012006</u> | et clos le : <u>31122006</u> | Durée en nombre de mois <u>12</u> |
| I - PRODUCTION DE L'ENTREPRISE | | |
| Ventes de marchandises | B2 | 334 818 |
| Production vendue - Biens (dont transferts de charges afférentes à des achats de biens déductibles de la valeur ajoutée) | B3 | |
| Production vendue - Services (dont transferts de charges de personnel et transferts de prestations déductibles de la valeur ajoutée) | B4 | 144 939 |
| Production stockée | B5 | |
| Production immobilisée | B6 | |
| Subventions d'exploitation perçues | B7 | |
| Autres produits | B8 | 685 |
| TOTAL A | B9 | 480 441 |
| II - CONSOMMATIONS DE BIENS ET SERVICES EN PROVENANCE DE TIERS (1) | | |
| Achats de marchandises (droits de douanes compris) | C1 | 318 955 |
| Variation de stock (marchandises)* | C2 | (100 795) |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douanes compris) | C3 | |
| Variation de stock (matières premières, approvisionnements) | C4 | (900) |
| Autres achats et charges externes à l'exception des loyers | C5 | 237 559 |
| Fraction des loyers à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle | C6 | |
| Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée | K8 | |
| Autres charges | C7 | |
| Taxes sur le chiffre d'affaires autres que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs, etc) taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers | C8 | |
| Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle* | C9 | |
| TOTAL B | D1 | 454 819 |
| III - VALEUR AJOUTÉE PRODUITE | | |
| TOTAL A - TOTAL B | D2 | 25 623 |
| * voir notice au verso | | |
| Pour les entreprises de crédit, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre). | | |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes C1 à C6, C7 et C8 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne B6, portées en ligne K8.

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

17

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10% du capital de la société)

N° de dépôt

| | |
|---|-----|
| 1 | (a) |
| 2 | |

Néant

EXERCICE CLOS LE 31122006

N° SIRET 44930504400017

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS ARION-Entreprise

ADRESSE (voie) 41 Rue Georges Clémenceau

CODE POSTAL 78350 VILLE JOUY EN JOSAS

| | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----|------|
| Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise | P1 | Nombre total de parts ou d'actions correspondantes | P3 | | |
| Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise | P2 | 6 | Nombre total de parts ou d'actions correspondantes | P4 | 1500 |

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
 N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
 Adresse : N° Voie
 Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) M Nom patronymique MESNAGER Prénom(s) Renaud
 Nom marital % de détention 49, Nb de parts ou actions 749
 Naissance : Date 12101946 N° Département 921 Commune BOULOGNE Pays
 Adresse : N° 41 Voie Rue Georges Clémenceau
 Code Postal 78350 Commune JOUY EN JOSAS Pays

Titre (2) M Nom patronymique GARNIER Prénom(s) Christian
 Nom marital % de détention 49,8 Nb de parts ou actions 747
 Naissance : Date 02081954 N° Département 750 Commune PARIS Pays
 Adresse : N° 25 Voie Rue Fontaine
 Code Postal 91580 Commune ETRECHY Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

www.inrap.fr/wwww.inrap.com

AGREMENT DGI N° C5107.10002

N° 2059-G 7
(2007)

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'am. III au C.G.I.)

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10% du capital)



(1)

Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31122006

N° SIRET 44930504400017

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SAS ARION-Entreprise

ADRESSE (voie) 41 Rue Georges Clémenceau

CODE POSTAL 78350 VILLE JOUY EN JOSAS

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DÉCLARANT

| | | | |
|-----------------|--------------|-----------------------------------------|----------------|
| Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention |
| Adresse : N° | Voie | Code Postal | Commune Pays |
| Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention |
| Adresse : N° | Voie | Code Postal | Commune Pays |
| Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention |
| Adresse : N° | Voie | Code Postal | Commune Pays |
| Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention |
| Adresse : N° | Voie | Code Postal | Commune Pays |
| Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention |
| Adresse : N° | Voie | Code Postal | Commune Pays |
| Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention |
| Adresse : N° | Voie | Code Postal | Commune Pays |
| Forme juridique | Dénomination | N° SIREN (si société établie en France) | % de détention |
| Adresse : N° | Voie | Code Postal | Commune Pays |

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

*Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

17.2. Comptes annuels sociaux relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2005

17.2.1. Bilan - Actif

AGREMENT DGI N° C5105.10031

D.G.I. N° 2050 5
(2005)

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts).

①

BILAN - ACTIF

Désignation de l'entreprise : **CGRM** Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * **12**
 Adresse de l'entreprise **41 RUE GEORGES CLEMENCEAU 78350 JOUY EN JOSAS** Durée de l'exercice précédent * **18**
 Numéro SIRET * **44930504400017** Code APE **742c** Néant *

| | | | | 31122005 | 31122004 |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------|----------------|---------------------------------|---------------------------|-----------------|
| | | Brut 1 | Amortissements, provisions 2 | Net 3 | Net 4 |
| Capital souscrit non appelé (I) | AA | | | | |
| Frais d'établissement * | AB | | AC | | |
| Frais de recherche et développement * | AD | | AE | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | AF | 2 637 | 982 | 1 654 | |
| Fonds commercial (1) | AH | | AI | | |
| Autres immobilisations incorporelles | AJ | | AK | | 4 400 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | AL | | AM | | |
| Terrains | AN | | AO | | |
| Constructions | AP | | AO | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | AR | 569 | AS | 569 | |
| Autres immobilisations corporelles | AT | 9 401 | AU | 2 770 | 6 631 |
| Immobilisations en cours | AV | | AW | | 2 922 |
| Avances et acomptes | AX | | AY | | |
| Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence | CS | | CT | | |
| Autres participations | CU | 15 | CV | 15 | 15 |
| Créances rattachées à des participations | BB | | BC | | |
| Autres titres immobilisés | BD | | BE | | |
| Prêts | BF | | BG | | |
| Autres immobilisations financières * | BH | 1 959 | BI | 1 959 | |
| TOTAL (II) | BJ | 14 582 | BK | 3 752 | 7 337 |
| Matières premières, approvisionnements | BL | | BM | | |
| En cours de production de biens | BN | | BO | | |
| En cours de production de services | BP | | BQ | | |
| Produits intermédiaires et finis | BR | | BS | | |
| Marchandises | BT | | BU | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | BV | | BW | | |
| Clients et comptes rattachés (3) * | BX | 341 270 | BY | 341 270 | 130 580 |
| Autres créances (3) | BZ | 113 074 | CA | 113 074 | 18 265 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | CB | | CC | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | CD | 271 915 | CE | 271 915 | 182 283 |
| Disponibilités | CF | 75 176 | CG | 75 176 | 37 719 |
| Charges constatées d'avance (3) * | CH | 109 | CI | 109 | 242 |
| TOTAL (III) | CJ | 801 546 | CK | 801 546 | 369 090 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices * (IV) | CL | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (V) | CM | | | | |
| Écarts de conversion actif * (VI) | CN | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à VI) | CO | 816 128 | IA | 812 375 | 376 428 |
| Revois : (1) Dont droit au bail : | | | CP | | |
| Classe de réserve de propriété : * | Immobilisations : | | | (3) Part à plus d'un an : | CR |
| | | | Stocks : | | Créances : |

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

ACTIF IMMOBILISÉ *

ACTIF CIRCULANT

STOCKS *

CRÉANCES

DIVERS

Comptes de régularisation

Comptes de régularisation

Comptes de régularisation

* Plus explicites concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

17.2.2. Bilan – Passif

D.G.I. N° 2051 | 5
(2005)

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

2

BILAN — PASSIF avant répartition

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

| Désignation de l'entreprise | | CGRM | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------|----------------------------------|--|
| | | Exercice N | Exercice N - 1 | | |
| CAPITAUX PROPRES | Capital social ou individuel (1)* (Dont versé :) | DA | 45 000 | 7 500 | |
| | Primes d'émission, de fusion, d'apport, ... | DB | | | |
| | Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK) | DC | | | |
| | Réserve légale (3) | DD | 750 | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | DE | | | |
| | Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1) | DF | | | |
| | Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ) | DG | 250 300 | | |
| | Report à nouveau | DH | | | |
| | RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte) | DI | 203 772 | 292 950 | |
| | Subventions d'investissement | DJ | | | |
| | Provisions réglementées * | DK | | | |
| | TOTAL (I) | DL | 499 823 | 300 450 | |
| Autres fonds propres | Produit des émissions de titres participatifs | DM | | | |
| | Avances conditionnées | DN | | | |
| TOTAL (II) | DO | | | | |
| Provisions pour risques et charges | Provisions pour risques | DP | | | |
| | Provisions pour charges | DQ | | | |
| TOTAL (III) | DR | | | | |
| DETTES (4) | Emprunts obligataires convertibles | DS | | | |
| | Autres emprunts obligataires | DT | | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5) | DU | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI) | DV | 2 179 | 3 039 | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | DW | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | DX | 218 325 | 3 532 | |
| | Dettes fiscales et sociales | DY | 92 046 | 69 406 | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | DZ | | | |
| Compte régulier | Autres dettes | EA | | | |
| | Produits constatés d'avance (4) | EB | | | |
| TOTAL (IV) | EC | 312 551 | 75 978 | | |
| Ecart de conversion passif * | (V) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I à V) | EE | 812 375 | 376 428 | | |
| RENVois | (1) Écart de réévaluation incorporé au capital | 1B | | | |
| | (2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Écart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976) | 1C | | | |
| | | 1D | | | |
| | | 1E | | | |
| | (3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme * | EF | | | |
| (4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an | EG | 312 551 | | | |
| (5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | EH | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

17.2.3. Compte de Résultat

D.G.I. N° **2052** **5**
(2005)

3

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

| | | Exercice N | | | | Exercice (N-1) | | |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------|----|----------------------------------|----------------|----------------|
| | | France | Exportations et livraisons intracommunautaires | Total | | | | |
| Désignation de l'entreprise : CGRM | | | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | Ventes de marchandises * | FA | 614 716 | FB | FC | 614 716 | 36 744 | |
| | Production vendue { biens * services * } | FD | | FE | FF | | | |
| | | FG | 328 128 | FH | FI | 328 128 | 543 677 | |
| | Chiffres d'affaires nets * | FJ | 942 844 | FK | FL | 942 844 | 580 422 | |
| | Production stockée * | | | | FM | | | |
| | Production immobilisée * | | | | FN | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | | FO | | | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9) | | | | FP | 60 | | |
| | Autres produits (1) (11) | | | | FQ | | 8 954 | |
| | Total des produits d'exploitation (2) (I) | | | | | FR | 942 904 | 589 376 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | Achats de marchandises (y compris droits de douane) * | | | | FS | 518 297 | 217 | |
| | Variation de stock (marchandises) * | | | | FT | | | |
| | Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) * | | | | FU | 654 | 230 | |
| | Variation de stock (matières premières et approvisionnements) * | | | | FV | | | |
| | Autres achats et charges externes (3) (6 bis) * | | | | FW | 103 297 | 125 823 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés * | | | | FX | 13 821 | 434 | |
| | Salaires et traitements * | | | | FY | 240 557 | 128 166 | |
| | Charges sociales (10) | | | | FZ | 40 237 | 40 839 | |
| | DOTATIONS D'EXPLOITATION | Sur immobilisations { - dotations aux amortissements * - dotations aux provisions * } | | | | GA | 2 713 | 1 039 |
| | | | | | | GB | | |
| | | Sur actif circulant : dotations aux provisions * | | | | GC | | |
| | Autres charges (12) | | | | GD | | | |
| | Total des charges d'exploitation (4) (II) | | | | | GE | 919 590 | 296 749 |
| 1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | | | | | GF | 23 314 | 292 626 | |
| opérations en commun | Bénéfice attribué ou perte transférée * | | | | GH | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré * | | | | GI | | | |
| PRODUITS FINANCIERS | Produits financiers de participations (5) | | | | GJ | | | |
| | Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5) | | | | GK | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (5) | | | | GL | | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | GM | | | |
| | Différences positives de change | | | | GN | | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | GO | 3 793 | 334 | |
| Total des produits financiers (V) | | | | | GP | 3 793 | 334 | |
| CHARGES FINANCIÈRES | Dotations financières aux amortissements et provisions * | | | | GQ | | | |
| | Intérêts et charges assimilées (6) | | | | GR | 16 | 10 | |
| | Différences négatives de change | | | | GS | | | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | GT | | | |
| Total des charges financières (VI) | | | | | GU | 16 | 10 | |
| 2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI) | | | | | GV | 3 776 | 324 | |
| 3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI) | | | | | GW | 27 090 | 292 950 | |

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2052.

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Suite)

| | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------|----------------------------------|--|
| Désignation de l'entreprise | | CGRM | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| | | Exercice N | | Exercice N - 1 | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | | HA | | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital * | | HB | | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charges | | HC | | |
| | Total des produits exceptionnels (7) (VII) | | HD | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis) | | HE | 7 | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital * | | HF | | |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | HG | | |
| | Total des charges exceptionnelles (7) (VIII) | | HH | 7 | |
| 4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII) | | HI | (7) | | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX) | | HJ | | | |
| Impôts sur les bénéfices * | | HK | (176 689) | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII) | | HL | 946 697 | 589 711 | |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X) | | HM | 742 925 | 296 760 | |
| 5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges) | | HN | 203 772 | 292 950 | |
| RENVOIS | (1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme | HO | | | |
| | (2) Dont { produits de locations immobilières produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | HY | | | |
| | | IG | | | |
| | (3) Dont { - Crédit-bail mobilier * - Crédit-bail immobilier | HP | 2 873 | | |
| | | HQ | | | |
| | (4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous) | IH | | | |
| | (5) Dont produits concernant les entreprises liées | IJ | | | |
| | (6) Dont intérêts concernant les entreprises liées | IK | | | |
| | (6/b) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.) | HX | | | |
| | (9) Dont transferts de charges | A1 | 60 | | |
| | (10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) | A2 | 13 817 | 27 357 | |
| | (11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits) | A3 | | | |
| | (12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges) | A4 | | | |
| (13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 1 781 obligatoires A9 13 817 | | | | | |
| (7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle) : | | Exercice N | | | |
| Pénalités amendes | | Charges exceptionnelles | Produits exceptionnels | | |
| | | 7 | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| (8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs : | | Exercice N | | | |
| | | Charges antérieures | Produits antérieurs | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

17.2.4. Annexe fiscale relatif à l'exercice clos au 31 décembre 2005

- ANNEXE FISCALE -

EXERCICE 2005

Informations visées à l'article 38-2 de l'annexe 3 du CGI

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1° - Dérogations aux principes comptables : | Néant |
| • | |
| 2° - Modifications affectant les méthodes d'évaluation et la présentation des comptes annuels : changement de méthodes..... | Néant |
| • | |
| 3° - Détail des produits à recevoir : | |
| • Produits à recevoir..... | Néant |
| • Factures à établir..... | 66 254.92 |
| • Intérêts sur comptes courants associés..... | Néant |
| 4° - Détail des charges à payer : | |
| • Factures fournisseurs non parvenues..... | 6 971.03 |
| • Provisions congés payés..... | 9 771.88 |
| • Provisions charges congés payés..... | 4 383.62 |
| • TVA sur factures à établir..... | 10 857.83 |
| • Taxe sur véhicules des sociétés..... | Néant |
| • Organic..... | Néant |
| • Commission à payer..... | Néant |
| • Organismes sociaux à payer..... | 15 906.18 |
| • Primes à payer (charges sociales comprises)..... | Néant |
| • Intérêts bancaires courus non échus..... | Néant |
| • Participation des salariés..... | Néant |
| 5° - Détail des charges constatées d'avance : | |
| • Frais généraux..... | 109.55 |
| • Divers..... | Néant |
| 6° - Détail des produits constatés d'avance : | |
| • Prestations à servir..... | Néant |
| • Publicité à paraître..... | Néant |
| 7° - Détail des charges à répartir sur plusieurs exercices | |
| • | Néant |

| Désignation de l'entreprise | | CGRM | | | | Néant <input type="checkbox"/> * | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|-----------------------------------------------------------------|----|--------|
| CADRE A | IMMOBILISATIONS | Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice | | Augmentations | | | | |
| | | 1 | | Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence | | Acquisitions, créations, apports et versements de poste à poste | | |
| INCORP. | Frais d'établissement, de recherche et de développement | TOTAL I | KA | | KB | | KC | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL II | KD | 4 400 | KE | | KF | 2 637 |
| CORPORELLES | Terrains | | KG | | KH | | KI | |
| | Constructions | Sur sol propre | KJ | | KK | | KL | |
| | | Sur sol d'autrui | KM | | KN | | KO | |
| | | Installations générales, agencements et aménagements des constructions * | KP | | KQ | | KR | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | KS | | KT | | KU | 569 |
| | Autres immobilisations corporelles | Installations générales, agencements, aménagements divers * | KV | | KW | | KX | |
| | | Matériel de transport * | KY | | KZ | | LA | |
| | | Matériel de bureau et informatique, mobilier | LB | 3 962 | LC | | LD | 5 439 |
| | | Emballages récupérables et divers * | LE | | LF | | LG | |
| | Immobilisations corporelles en cours | | LH | | LI | | LJ | |
| | Avances et acomptes | | LK | | LL | | LM | |
| | TOTAL III | | LN | 3 962 | LO | | LP | 6 008 |
| FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | 8G | | 8M | | 8T | |
| | Autres participations | | 8U | 15 | 8V | | 8W | |
| | Autres titres immobilisés | | 1P | | 1R | | 1S | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | 1T | | 1U | | 1V | 1 959 |
| | TOTAL IV | | 1Q | 15 | 1R | | 1S | 1 959 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | 0G | 8 377 | 0H | | 0J | 10 605 |
| CADRE B | IMMOBILISATIONS | Diminutions | | Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice | | Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence | | |
| | | par virement de poste à poste | par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence | 3 | | 4 | | |
| INCORP. | Frais d'établissement, de recherche et de développement | TOTAL I | LT | | LU | | 1W | |
| | Autres postes d'immobilisations incorporelles | TOTAL II | LV | 4 400 | LW | 2 637 | 1X | |
| CORPORELLES | Terrains | | LX | | LY | | LZ | |
| | Constructions | Sur sol propre | MA | | MB | | MC | |
| | | Sur sol d'autrui | MD | | ME | | MF | |
| | | Inst. gales, agencements et am. des constructions | MC | | MH | | MI | |
| | Installations techniques, matériel et outillage industriels | | MJ | | MK | 569 | ML | |
| | Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agencements, aménagements divers | MM | | MN | | MO | |
| | | Matériel de transport | MP | | MQ | | MR | |
| | | Matériel de bureau et informatique, mobilier | MS | | MT | 9 401 | MU | |
| | | Emballages récupérables et divers * | MV | | MW | | MX | |
| | Immobilisations corporelles en cours | MY | | MZ | | NA | | NB |
| | Avances et acomptes | NC | | ND | | NE | | NF |
| | TOTAL III | | NG | | NH | 9 970 | NI | |
| FINANCIÈRES | Participations évaluées par mise en équivalence | | 0U | | 0V | | 0W | |
| | Autres participations | | 0X | | 0Y | 15 | 0Z | |
| | Autres titres immobilisés | | 2B | | 2C | | 2D | |
| | Prêts et autres immobilisations financières | | 2E | | 2F | 1 959 | 2G | |
| | TOTAL IV | | 2J | | 2K | 1 974 | 2H | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV) | | | 0K | 4 400 | 0L | 14 582 | 0M | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

**TABLEAU DES ÉCARTS DE RÉÉVALUATION
SUR IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES**

Exercice N clos le **31122005**

Les entreprises ayant pratiqué la réévaluation légale de leurs immobilisations amortissables (art. 238 bis J du CGI) doivent joindre ce tableau à leur déclaration jusqu'à (et y compris) l'exercice au cours duquel la provision spéciale (col. 6) devient nulle.

Désignation de l'entreprise : **CGRM**

Néant *

| CADRE A | Détermination du montant des écarts (col. 1 - col.2) (1) | | Utilisation de la marge supplémentaire d'amortissement | | | Montant de la provision spéciale à la fin de l'exercice [(col. 1 - col. 2) - col. 5 (5)] |
|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Augmentation du montant brut des immobilisations 1 | Augmentation du montant des amortissements 2 | Au cours de l'exercice | | Montant cumulé à la fin de l'exercice (4) | |
| | | | Montant des suppléments d'amortissement (3) | Fraction résiduelle correspondant aux éléments cédés (3) | | |
| 1 Concessions, brevets et droits similaires | | | | | | |
| 2 Fonds commercial | | | | | | |
| 3 Terrains | | | | | | |
| 4 Constructions | | | | | | |
| 5 Installations techniques mot. et out. industriels | | | | | | |
| 6 Autres immobilisations corporelles | | | | | | |
| 7 Immobilisations en cours | | | | | | |
| 8 Participations | | | | | | |
| 9 Autres titres immobilisés | | | | | | |
| 10 TOTAUX | | | | | | |

- (1) Les augmentations du montant brut et des amortissements à inscrire respectivement aux colonnes 1 et 2 sont celles qui ont été apportées au montant des immobilisations amortissables réévaluées dans les conditions définies à l'article 238 bis J du code général des impôts et figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice. Le montant des écarts est obtenu en soustrayant des montants portés colonne 1, ceux portés colonne 2.
- (2) Porter dans cette colonne le supplément de dotation de l'exercice aux comptes d'amortissement (compte de résultat) consécutif à la réévaluation.
- (3) Cette colonne ne concerne que les immobilisations réévaluées cédées au cours de l'exercice. Il convient d'y reporter, l'année de la cession de l'élément, le solde non utilisé de la marge supplémentaire d'amortissement.
- (4) Ce montant comprend :
- le montant total des sommes portées aux colonnes 3 et 4 ;
 - le montant cumulé à la fin de l'exercice précédent, dans la mesure où ce montant correspond à des éléments figurant à l'actif de l'entreprise au début de l'exercice.
- (5) Le montant total de la provision spéciale en fin d'exercice est à reporter au passif du bilan (tableau n° 2051) à la ligne « Provisions réglementées ».

CADRE B

DÉFICITS REPORTABLES AU 31 DÉCEMBRE 1976 IMPUTÉS SUR LA PROVISION SPÉCIALE AU POINT DE VUE FISCAL

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------|---|
| 1 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE AU DÉBUT DE L'EXERCICE..... | |
| 2 - FRACTION RATTACHÉE AU RÉSULTAT DE L'EXERCICE..... | |
| 3 - FRACTION INCLUSE DANS LA PROVISION SPÉCIALE EN FIN D'EXERCICE..... | = |

Le cadre B est servi par les seules entreprises qui ont imputé leurs déficits fiscalement reportables au 31 décembre sur la provision spéciale.

Il est rappelé que cette imputation est purement fiscale et ne modifie pas les montants de la provision spéciale figurant au bilan : de même, les entreprises en cause continueront à réintégrer chaque année dans leur résultat comptable le supplément d'amortissement consécutif à la réévaluation.

Ligne 2, inscrire la partie de ce déficit incluse chaque année dans les montants portés aux colonnes 3 et 4 du cadre A. Cette partie est obtenue en multipliant les montants portés aux colonnes 3 et 4 par une fraction dont les éléments sont fixés au moment de l'imputation, le numérateur étant le montant du déficit imputé et le dénominateur celui de la provision.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

NEANT

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts)

| | | |
|-----------------------------|------|----------------------------------|
| Désignation de l'entreprise | CGRM | Néant <input type="checkbox"/> * |
|-----------------------------|------|----------------------------------|

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises | Montant des amortissements à la fin de l'exercice |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Frais d'établissement de recherche et de développement | | PA | PB | PC | PD |
| Autres immobilisations incorporelles | | TOTAL II PE | PF 982 | PG | PH 982 |
| Terrains | | PI | PJ | PK | PL |
| Constructions | Sur sol propre | PM | PN | PO | PQ |
| | Sur sol d'autrui | PR | PS | PT | PU |
| | Inst. générales, agencements et aménagements des constructions | PV | PW | PX | PY |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | PZ | QA 1 728 | QB | QC |
| Autres immobilisations | Inst. générales, agencements, aménagements divers | QD | QE 1 | QF | QG 1 |
| | Matériel de transport | QH | QI | QJ | QK |
| corporelles | Matériel de bureau et informatique, mobilier | QL 1 039 | QM | QN | QO 2 768 |
| | Emballages récupérables et divers | QP | QR | QS | QT |
| | TOTAL III | QU 1 039 | QV 1 730 | QW | QX 2 770 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | ØN 1 039 | ØP 2 713 | ØQ | ØR 3 752 |

| CADRE B | | VENTILATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE* | | | | CADRE C | | MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES* | |
|------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------|---------|----------|---------------------------------------------------------------------|--|
| Immobilisations amortissables | | Amortissements linéaires | Amortissements dégressifs | Amortissements exceptionnels | Dotations | | Reprises | | |
| Frais établissement et recherche | TOTAL I QY | | 2J | 2K | 2L | | 2M | | |
| Immob. incorporelles | TOTAL II QZ | 982 | 2N | 2P | 2R | | 2S | | |
| Terrains | RA | | RB | RC | 2T | | 2U | | |
| Constructions | Sur sol propre | RD | RE | RF | 2V | | 2W | | |
| | Sur sol d'autrui | RG | RH | RI | 2X | | 2Y | | |
| | Inst. gales, agenc. et am. des const. | RJ 1 | RK | RL | 2Z | | 3A | | |
| Inst. techniques mat. et outillage | RM 1 728 | RN | RO | RR | 3B | | 3C | | |
| | Inst. gales, agenc. am. divers | RP | RQ | RR | 3D | | 3E | | |
| Autres immobilisations corporelles | Matériel de transport | RS | RT | RU | 3F | | 3G | | |
| | Mat. bureau et inform. mobilier | RV | RW | RX | 3H | | 3J | | |
| | Emballages recup. et divers | RY | RZ | SA | 3K | | 3L | | |
| TOTAL III | SB 1 730 | SC | SD | SE | | SF | | | |
| Total général (I+II+III) | SG 2 713 | SH | SJ | SK | | SL | | | |

| CADRE D | | MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES* | | | |
|--------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|------------------------------------|--|
| | Montant net au début de l'exercice | Augmentations | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net à la fin de l'exercice | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | SM | SN | |
| Primes de remboursement des obligations | | | SP | SR | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2052

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

| | | |
|-----------------------------|------|----------------------------------|
| Désignation de l'entreprise | CGRM | Néant <input type="checkbox"/> * |
|-----------------------------|------|----------------------------------|

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | Montant des amortissements au début de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : amortissements affectés aux éléments sortis de l'actif et reprises | Montant des amortissements à la fin de l'exercice |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Frais d'établissement de recherche et de développement | TOTAL I | PA | PB | PC | PD |
| Autres immobilisations incorporelles | TOTAL II | PE | PF 982 | PG | PH 982 |
| Terrains | | PI | PJ | PK | PL |
| Constructions | Sur sol propre | PM | PN | PO | PQ |
| | Sur sol d'autrui | PR | PS | PT | PU |
| | Inst. générales, agencements et aménagements des constructions | PV | PW | PX | PY |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | PZ | QA 1 728 | QB | QC |
| Autres immobilisations | Inst. générales, agencements, aménagements divers | QD | QE 1 | QF | QG 1 |
| | Matériel de transport | QH | QI | QJ | QK |
| corporelles | Matériel de bureau et informatique, mobilier | QL | QM 1 039 | QN | QO 2 768 |
| | Emballages récupérables et divers | QP | QR | QS | QT |
| TOTAL III | | QU | QV 1 039 | QW | QX 2 770 |
| TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | | ØN | ØP 2 713 | ØQ | ØR 3 752 |

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES | | AMORTISSEMENTS | | | DOTATIONS | | REPRISES | |
|------------------------------------|---------------------------------------|----------------|------------|---------------|-----------|-----|----------|-----|
| | | Inéaires | dégressifs | exceptionnels | | | | |
| Frais établissement et recherche | TOTAL I | QY | 2J | 2K | 2L | 2M | 2N | 2O |
| Immob. incorporelles | TOTAL II | QZ 982 | 2N | 2P | 2R | 2S | 2T | 2U |
| Terrains | | RA | RB | RC | 2T | 2V | 2W | 2X |
| Constructions | Sur sol propre | RD | RE | RF | 2V | 2Y | 2Z | 2AA |
| | Sur sol d'autrui | RG | RH | RI | 2X | 2AB | 2AC | 2AD |
| | Inst. gales, agenc. et am. des const. | RJ 1 | RK | RL | 2Z | 2AE | 2AF | 2AG |
| Inst. techniques mat. et outillage | | RM 1 728 | RN | RO | 3B | 3C | 3D | 3E |
| Autres immobilisations corporelles | Inst. gales, agenc. am. divers | RP | RO | RR | 3D | 3F | 3G | 3H |
| | Matériel de transport | RS | RT | RU | 3F | 3I | 3J | 3K |
| | Mat. bureau et inform. mobilier | RV | RW | RX | 3H | 3L | 3M | 3N |
| | Emballages recup. et divers | RY | RZ | SA | 3K | 3O | 3P | 3Q |
| TOTAL III | | SB 1 730 | SC | SD | SE | SF | SG | SH |
| Total général (I+II+III) | | SG 2 713 | SH | SJ | SK | SL | SM | SN |

| MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES* | | Montant net au début de l'exercice | Augmentations | Dotations de l'exercice aux amortissements | Montant net à la fin de l'exercice |
|-----------------------------------------------------------------------------------|--|------------------------------------|---------------|--------------------------------------------|------------------------------------|
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | SM | SN |
| Primes de remboursement des obligations | | | | SP | SR |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

| Nature des provisions | | Montant au début de l'exercice | AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice | DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice | Montant à la fin de l'exercice | |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------------------|----|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | |
| Provisions réglementées | Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers | 3T | TA | IB | TC | |
| | Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II) | 3U | TD | TE | TF | |
| | Provisions pour hausse des prix (1) | 3V | TG | TH | TI | |
| | Amortissements dérogatoires | 3X | TM | TN | TO | |
| | Dont majorations exceptionnelles de 30 % | D3 | D4 | D5 | D6 | |
| | Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 * | IA | IB | IC | ID | |
| | Provisions fiscales pour implantations à l'étranger constituées après le 1.1.1992 * | IE | IF | IG | IH | |
| | Provisions pour prêts d'installation (art.39 quinquièmes II du CGI) | IJ | IK | IL | IM | |
| | Autres provisions réglementées (1) | 3Y | TP | TQ | TR | |
| | TOTAL I | 3Z | TS | TT | TU | |
| Provisions pour risque et charges | Provisions pour litiges | 4A | 4B | 4C | 4D | |
| | Provisions pour garanties données aux clients | 4E | 4F | 4G | 4H | |
| | Provisions pour pertes sur marchés à terme | 4J | | 4L | 4M | |
| | Provisions pour amendes et pénalités | 4N | 4P | 4R | 4S | |
| | Provisions pour pertes de change | 4T | 4U | 4V | 4W | |
| | Provisions pour pensions et obligations similaires | 4X | 4Y | 4Z | 5A | |
| | Provisions pour impôts (1) | 5B | 5C | 5D | 5E | |
| | Provisions pour renouvellement des immobilisations * | 5P | 5H | 5J | 5K | |
| | Provisions pour grosses réparations | 5L | 5M | 5N | 5P | |
| | Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer * | 5R | 5S | 5T | 5U | |
| Autres provisions pour risques et charges (1) | 5V | 5W | 5X | 5Y | | |
| TOTAL II | 5Z | TV | TW | TX | | |
| Provisions pour dépréciation | sur immobilisations { | - incorporelles | 6A | 6B | 6C | 6D |
| | | - corporelles | 6E | 6F | 6G | 6H |
| | | - titres mis en équivalence | 6Z | 63 | 64 | 65 |
| | | - titres de participation | 9U | 9V | 9W | 9X |
| | | - autres immobilisations financières (1)* | 66 | 67 | 68 | 69 |
| | Sur stocks et en cours | 6N | 6P | 6R | 6S | |
| | Sur comptes clients | 6T | 6U | 6V | 6W | |
| | Autres provisions pour dépréciation (1)* | 6X | 6Y | 6Z | 7A | |
| | TOTAL III | 7B | TY | TZ | UA | |
| | TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III) | 7C | UB | UC | UD | |
| Dont dotations et reprises { | - d'exploitation | | UE | UF | | |
| | - financières | | UG | UH | | |
| | - exceptionnelles | | UJ | UK | | |

NEANT

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5o du C.G.I. 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

AGREMENT DGI N° C5105.10031

8

**ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET
DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE ***

D.G.I. N° 2057 5

(2005)

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code général des impôts).

| | | | | | | | | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|---------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|----------------------------|----|--------------------------------------------|-------|-----------------------------|--|
| Désignation de l'entreprise : CGRM | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | | | | | | |
| CADRE A | | ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'un an 3 | | | |
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | UL | | UM | | UN | | | | | |
| | Prêts (1) (2) | UP | | UR | | US | | | | | |
| | Autres immobilisations financières | UT | 1 959 | UV | | UW | | 1 959 | | | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Clients douteux ou litigieux | VA | | | | | | | | | |
| | Autres créances clients | UX | 341 270 | | 341 270 | | | | | | |
| | Créance représentative de titres prêtés * (Provison pour dépréciation actérieurement constituée* UQ) | UU | | | | | | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | UY | 5 466 | | 5 466 | | | | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | UZ | 380 | | 380 | | | | | | |
| | État et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | VM | 83 701 | | 83 701 | | | | | |
| | | Taxe sur la valeur ajoutée | VB | 14 572 | | 14 572 | | | | | |
| | | Autres impôts, taxes et versements assimilés | VN | | | | | | | | |
| | | Divers | VP | | | | | | | | |
| | Groupe et associés (2) | VC | | | | | | | | | |
| | Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres) | VR | 8 954 | | 8 954 | | | | | | |
| | Charges constatées d'avance | VS | 109 | | 109 | | | | | | |
| | TOTAUX | | VT | 456 413 | VU | 454 454 | VV | | 1 959 | | |
| RENVOIS | (1) Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice | VD | | | | | | | | | |
| | - Remboursements obtenus en cours d'exercice | VE | | | | | | | | | |
| | (2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | VF | | | | | | | | | |
| CADRE B | | ÉTAT DES DETTES | | Montant brut 1 | | A 1 an au plus 2 | | A plus d'1 an et 5 ans au plus 3 | | A plus de 5 ans 4 | |
| Emprunts obligataires convertibles (1) | | 7Y | | | | | | | | | |
| Autres emprunts obligataires (1) | | 7Z | | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) | à 1 an maximum à l'origine | VG | | | | | | | | | |
| | à plus d'1 an à l'origine | VH | | | | | | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (1) (2) | | 8A | | | | | | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | | 8B | 218 325 | | 218 325 | | | | | | |
| Personnel et comptes rattachés | | 8C | 9 771 | | 9 771 | | | | | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | 8D | 38 589 | | 38 589 | | | | | | |
| État et autres collectivités publiques | Impôts sur les bénéfices | 8E | | | | | | | | | |
| | Taxe sur la valeur ajoutée | VW | 31 842 | | 31 842 | | | | | | |
| | Obligations cautionnées | VX | | | | | | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | VQ | 11 841 | | 11 841 | | | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | 8J | | | | | | | | | |
| Groupe et associés (2) | | VI | 2 179 | | 2 179 | | | | | | |
| Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres) | | 8K | | | | | | | | | |
| Dette représentative de titres empruntés * | | SZ | | | | | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | 8L | | | | | | | | | |
| TOTAUX | | VY | 312 551 | VZ | 312 551 | | | | | | |
| RENVOIS | (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice | VJ | | (2) Montant des divers emprunts et dettes contrac- tés auprès des associés personnes physiques | VL | | | | | | |
| | Emprunts remboursés en cours d'exercice | VK | | | | | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

| | | | | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|------------------------------------------|------------|
| Désignation de l'entreprise : CGRM | | Néant <input type="checkbox"/> * | Exercice N, clos le : 31122005 | |
| I. RÉINTÉGRATIONS | | | BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE | |
| Quote-part dans les bénéfices réalisés par une société de personnes ou un G.I.E. * | | | WA | 203 772 |
| Charges non admises en déduction du résultat fiscal | Rémunération du travail (entreprises à l'IR) { de l'exploitant ou des associés de son conjoint [] moins part déductible* [] à réintégrer : | | WB | |
| | Avantages personnels non déductibles * (sauf amortissements à porter ligne ci-dessous) | | WC | |
| | Amortissements excédentaires (art. 39-4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles | | WD | |
| | Autres charges et dépenses somptuaires visées à l'art. 39-4 du C.G.I.* | | WE | |
| | Taxe sur les voitures particulières des sociétés (entreprises à l'IS) | | WF | |
| | Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058-B, cadre III) * | | WG | |
| | Amendes et pénalités (nature :) | | WI | |
| | Impôt sur les sociétés et imposition forfaitaire annuelle (entreprises à l'IS) * | | WJ | 7 |
| | | | WK | (176 689) |
| | | | WL | |
| Régimes d'imposition particuliers et imputations différées | Moins-values nettes à long terme | | WM | |
| | Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* { - Plus-values nettes à court terme - Plus-values soumises au régime des fusions | | WN | |
| | | | WO | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | XR | 2 709 |
| Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé (dont : Intérêts excédentaires (art. 39-1-3e et 21.2 du C.G.I.) SU Zones d'entreprises* (activité exonérée) SW) | | WQ | | |
| II. DÉDUCTIONS | | | PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE | |
| Quote-part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. * | | | WR | 29 800 |
| Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058-B, cadre III) | | | WS | |
| Régimes d'imposition particuliers et imputations différées | Plus-values nettes à long terme { - imposées aux taux de 19 % ou 15 % (16 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)* - imputées sur les moins-values nettes à long terme antérieures - imputées sur les déficits antérieurs WX imputées sur les A.R.D. (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8P) WY | | WV | |
| | Fraction des plus-values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée* | | WW | |
| | Régime des sociétés mères et des filiales * (quote-part des frais et charges restant imposable, à déduire des produits nets de participations) | | WX | |
| | Produit net des actions et parts d'intérêts : | | WY | |
| Mesures d'incitation | Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre-mer*. | | WZ | |
| | Majoration d'amortissement* | | XA | |
| | Abattement sur le bénéfice (entreprises nouvelles* (art.208 sections et quartier A, 44 sections, 44 sections) SX Joints entreprises innovantes (art.44 sections OA) Pôle de compétitivité (art.44 sections) K2 zone franche Corse (art.44 sections) ØT zone franche urbaine (art.44 sections) ØV Sociétés d'investissement immobilière ciblée (art.209C) K3 | | XB | |
| | | | XC | |
| Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS) | | | XS | 2 439 |
| Dédutions diverses à détailler sur feuillet séparé (dont créance dérogée par le report en arrière du déficit*(entreprises à l'IS)) | | | XZ | |
| III. RÉSULTAT FISCAL | | | TOTAL II | |
| Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables et des amortissements réputés différés : { bénéfice (I moins II) XI 27 361 déficit (II moins I) XJ | | | XI | 27 361 |
| Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS) | | | XL | |
| Amortissements réputés différés créés au titre de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8S)* (I) XK | | | XK | |
| Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS) (à détailler au tableau 2058-B, cadre I-A, lignes XU à YF) | | | XL | |
| Amortissements réputés différés imputés à la clôture de l'exercice (à reporter au tableau 2058-B, ligne 8R) | | | XM | |
| RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO) | | | XN | 27 361 |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032
(1) La création d'ARD demeure possible au titre des seuls exercices ouverts avant le 01/01/04

DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES

Désignation de l'entreprise CGRM Néant *

I. SUIVI DES DÉFICITS ORDINAIRES ET DES AMORTISSEMENTS RÉPUTÉS DIFFÉRÉS

A - Déficit ordinaire : déficits reportables autres que ceux correspondant à des amortissements réputés différés en période déficitaire.

| | Date de clôture des 5 derniers exercices | Déficits imputables | Déficits imputés (ligne XL du 2058-A (1)*) | Déficits reportables col. 2 - col. 3 |
|-----|------------------------------------------|---------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 |
| N-5 | | XT | XU | K1 |
| N-4 | | XV | XW | XX |
| N-3 | | XY | XZ | YA |
| N-2 | | YB | YC | YD |
| N-1 | 31122004 | YE | YF | YG |
| | TOTAL | YH | YI | |

(1) Et, le cas échéant, ligne WX du 2058 A. Déficit de l'exercice (tableau 2058-A, ligne XO) * YJ

TOTAL des déficits restant à reporter (lignes K1 à YJ) YK

B - Amortissements réputés différés (Ne concerne que les exercices ouverts avant le 01/01/04) BN

Dotations de l'exercice susceptibles d'être admises au régime des amortissements réputés différés *

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Amortissements réputés différés, reportables au titre des exercices antérieurs | YL |
| Imputations opérées à la clôture de l'exercice { sur la plus-value nette à long terme (tableau 2058-A ligne WY) sur le résultat de l'exercice (tableau 2058-A ligne XM) | SP |
| | SR |
| Amortissements réputés différés, créés au titre de l'exercice (tableau 2058-A ligne XK) * (Ne concerne que les exercices ouverts avant le 01/01/04) | SS |
| Amortissements réputés différés restant à reporter * | YM |

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS A PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1, 1° bis A1, 1° du CGI, dotations de l'exercice ZT 14 155

III. PROVISIONS ET CHARGES A PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

| (à détailler sur feuillet séparé) | Dotations de l'exercice | Reprises sur l'exercice |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39-1, 1° bis A1, 2 du CGI * | ZV | ZW |

Provisions pour risques et charges *

| | | |
|--|----|----|
| | 8X | 8Y |
| | 8Z | 9A |
| | 9B | 9C |

Provisions pour dépréciation *

| | | |
|--|----|----|
| | 9D | 9E |
| | 9F | 9G |
| | 9H | 9J |

Charges à payer

| | | |
|------------------------------------------------|----|----|
| | 9K | 9L |
| | 9M | 9N |
| | 9P | 9R |
| | 9S | 9T |
| TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) | YN | YO |

à reporter au tableau 2058-A : ↓ ligne WI ↓ ligne WU

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032
** Cette case est à servir pour les déclarations afférentes aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2004

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

| | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|-----------------|
| Désignation de l'entreprise CGRM | | Néant <input type="checkbox"/> * | |
| TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT (Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) (1) | | | |
| ORIGINES | Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie | ØC | |
| | Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie | ØD | 292 950 |
| | Prélèvements sur les réserves (à détailler) | | |
| | Sous-total (à reporter dans la colonne de droite) | ØE | |
| | | TOTAL I | ØF 292 950 |
| AFFECTATIONS | Affectations aux réserves | | |
| | - Réserve légale | ZB | 750 |
| | - Réserve spéciale des plus-values à long terme | ZC | |
| | - Autres réserves | ZD | 250 300 |
| | Dividendes | ZE | 41 900 |
| | Autres répartitions | ZF | |
| Report à nouveau | ZG | | |
| (N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) | | TOTAL II | ZH 292 950 |
| (1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation. | | | |
| RENSEIGNEMENTS DIVERS | | | |
| ENGAGEMENTS | - Engagements de crédit-bail mobilier (précisez le prix de revient des biens pris en crédit-bail J7 <input type="text"/>) | YQ | |
| | - Engagements de crédit-bail immobilier | YR | |
| | - Effets portés à l'escompte et non échus | YS | |
| DÉTAILS DES POSTES AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTÉRIEURES | - Sous-traitance | YT | 33 117 77 765 |
| | - Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois J8 <input type="text"/>) | XQ | 3 781 |
| | - Personnel extérieur à l'entreprise | YU | |
| | - Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions) | SS | 15 781 25 675 |
| | - Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages | YV | 3 |
| | - Autres comptes | ST | 50 616 22 378 |
| | Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052 | ZJ | 103 297 125 823 |
| IMPÔTS ET TAXES | - Taxe professionnelle* | YW | 327 316 |
| | - Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS <input type="text"/>) | YZ | 13 494 118 |
| | Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052 | YX | 13 821 434 |
| T.V.A. | - Montant de la T.V.A. collectée | YY | 174 954 |
| | - Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations | YZ | 121 315 |
| | - Montant de l'avoir fiscal imputé sur l'impôt sur les sociétés et correspondant aux dividendes perçus * | ZA | |
| DIVERS | - Montant brut des salaires (cf. dernière déclaration annuelle souscrite au titre des salaires DADS 1 ou modèle 2460 ou modèle 2462 de 2004) * | ØB | 135 152 |
| | - Montant de la plus-value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition * | ØS | |
| | | | |
| RÉGIME DE GROUPE * | Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe. JA plus-values à 19 % JB Imputations JC | | |
| | Groupe : résultat d'ensemble. JD plus-values à 19 % JE Imputations JF | | |
| Selon le cas, indiquer 1 si bénéfice consolidé, 2 si bénéfice intérêt, 3 si régime de groupe. JG Indiquer 1 pour Société mère, 2 pour filiale. JH N° SIRET de la société mère. JJ | | | |
| - numéro de centre de gestion agréé * XP | | | |
| - Effectif moyen du personnel * (dont : apprentis : <input type="text"/> handicapés : <input type="text"/>) | | YP | 4 3 |
| - Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société * | | ZK | % % |
| - Filiales et participations : La liste prévue par l'art. 38 II de l'ann. III au C.G.I. (tableau 2059-G) doit être jointe obligatoirement à la présente déclaration. Si absence de filiales et participations, cocher 0. Si présence de filiales et participations, cocher 1. | | ZR | 0 |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058-NOT pour le régime de groupe).

Désignation de l'entreprise : CGRM

Néant *

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 19% ou 15%(1) ou 16% (2)
 Gains nets retirés de la cession des éléments d'actif exclus du régime des plus et moins-values à long terme en application des dispositions de l'article 219-I-a quater du CGI (1).

- 1 Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
- 2 Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

| Origine | Moins-values à 16% | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 16% | Solde des moins-values à 16% |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------------------------------------------------------------|------------------------------|
| ① | ② | ③ | ④ |
| Moins-values nettes | N | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N - 1 | | |
| | N - 2 | | |
| | N - 3 | | |
| | N - 4 | | |
| | N - 5 | | |
| | N - 6 | | |
| | N - 7 | | |
| | N - 8 | | |
| | N - 9 | | |
| | N - 10 | | |

NEANT

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

| Origine | Moins-values | | Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables au taux de 19% | Imputations sur le résultat de l'exercice (2) | Solde des moins-values à reporter |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|
| | à 19%, 18%, 15% (1) | à 19%, 18% et imposables sur le résultat de l'exercice en application du 2e alinéa de l'article 219 I-a quater | | | |
| ① | ② | ③ | ④ | ⑤ | ⑥ |
| Moins-values nettes | N | | | | |
| Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice) | N - 1 | | | | |
| | N - 2 | | | | |
| | N - 3 | | | | |
| | N - 4 | | | | |
| | N - 5 | | | | |
| | N - 6 | | | | |
| | N - 7 | | | | |
| | N - 8 | | | | |
| | N - 9 | | | | |
| | N - 10 | | | | |

(1) Le taux de 19% s'applique aux plus-values à long terme réalisées par les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005.
 (2) Les moins-values antérieures sur cessions d'éléments d'actif exclus du régime des plus et moins-values en application des dispositions de l'article 219-I-a quater du CGI peuvent s'imputer sur le résultat dans certaines limites (BOI 4 B-1-97).

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

15

**AFFECTATION DES PLUS-VALUES A LONG TERME
RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS**

Formulaire obligatoire
(article 55 A du Code
général des impôts)

(1) (personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés seulement)*

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

| | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------|---------------|
| Désignation de l'entreprise : CGRM | | Néant <input type="checkbox"/> * | | | | |
| I DÉTERMINATION DU MONTANT A VIRER A LA RÉSERVE SPÉCIALE AU COURS DE L'EXERCICE N+1 AU TITRE DES PLUS-VALUES RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE N | | | | | | |
| | | Plus-values à long terme taxables au taux de 19 % | | | | |
| Montant NET des plus-values de l'exercice | | 1 | | | | |
| A imputer éventuellement | - déficit de l'exercice | 2 | | | | |
| | - moins-values à long terme | 3 | | | | |
| | - divers (déficits antérieurs ou amortissements réputés différés) | 4 | | | | |
| | - plus-value imposée à 15% | 5 | | | | |
| | TOTAL des lignes 2 à 5 | | 6 | | | |
| Reste (ligne 1 - 6) | | 7 | | | | |
| Impôt correspondant | | 8 | | | | |
| Différence à porter à la réserve spéciale au cours de l'exercice N + 1 (ligne 7 - ligne 8) | | 8b | | | | |
| II SITUATION DU COMPTE AFFECTÉ A L'ENREGISTREMENT DE LA RÉSERVE SPÉCIALE POUR L'EXERCICE N | | | | | | |
| | | Sous-comptes de la réserve spéciale des plus-values à long terme | | | | |
| | | taxées à 10 % | taxées à 15 % | taxées à 18 % | taxées à 19 % | taxées à 25 % |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice précédent (N - 1) | | 9 | | | | |
| Plus-values de l'exercice antérieur affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice | | 10 | | | | |
| Réserves figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'exercice | | 11 | | | | |
| TOTAL (lignes 9 à 11) | | 12 | | | | |
| Prélèvements opérés | - donnant lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 13 | | | | |
| | - ne donnant pas lieu à complément d'impôt sur les sociétés | 14 | | | | |
| TOTAL (lignes 13 et 14) | | 15 | | | | |
| Montant de la réserve spéciale à la clôture de l'exercice (ligne 12 - ligne 15) | | 16 | | | | |
| III INSCRIPTION DES PLUS-VALUES A LONG TERME A LA RÉSERVE SPÉCIALE (EXERCICE N) | | | | | | |
| | | taxées à 19 % | | | | |
| Plus-values réalisées au cours de l'exercice précédent (cadre I, ligne 8b du tableau n° 2059-D correspondant) | | 17 | | | | |
| Sommes affectées à la réserve spéciale au cours de l'exercice (cadre II, ligne 10) | | 18 | | | | |
| Sommes non affectées à imposer (voir notice) [17 - 18] | | 19 | | | | |
| IV RÉSERVE SPÉCIALE DES PROVISIONS POUR FLUCTUATION DES COURS* (5e,6e,7e alinéas de l'art. 39-1-5e du CGI) | | | | | | |
| montant de la réserve à l'ouverture de l'exercice | réserve figurant au bilan des sociétés absorbées au cours de l'année | montants prélevés sur la réserve | | montant de la réserve à la clôture de l'exercice | | |
| | | donnant lieu à complément d'impôt | ne donnant pas lieu à complément d'impôt | | | |
| | | | | | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2052.

| | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|------------------------------------------------------------------|
| Désignation de l'entreprise : <u>CGRM</u> | | Néant <input type="checkbox"/> * |
| Exercice ouvert le : <u>01.01.2005</u> | | et clos le : <u>31.12.2005</u> Durée en nombre de mois <u>12</u> |
| I - PRODUCTION DE L'ENTREPRISE | | |
| Ventes de marchandises | B2 | 614 716 |
| Production vendue - Biens | B3 | |
| Production vendue - Services | B4 | 328 128 |
| Production stockée | B5 | |
| Production immobilisée | B6 | |
| Subventions d'exploitation perçues | B7 | |
| Autres produits | B8 | |
| TOTAL A | | 942 844 |
| II - CONSOMMATIONS DE BIENS ET SERVICES EN PROVENANCE DE TIERS | | |
| Achats de marchandises (droits de douanes compris) | C1 | 518 297 |
| Variation de stock (marchandises)* | C2 | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements (droits de douanes compris) | C3 | 654 |
| Variation de stock (matières premières, approvisionnements) | C4 | |
| Autres achats et charges externes à l'exception des loyers | C5 | 97 682 |
| Fraction des loyers à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle | C6 | |
| Autres charges | C7 | 11 |
| Taxes sur le chiffre d'affaires autres que la TVA, contributions indirectes (droits sur les alcools et les tabacs, etc) taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers | C8 | |
| Fraction des dotations aux amortissements afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois à un assujéti à la taxe professionnelle* | C9 | |
| TOTAL B | | 616 645 |
| III - VALEUR AJOUTÉE PRODUITE | | |
| TOTAL A - TOTAL B | | D2 326 198 |
| * voir notice au verso | | |
| <p>Pour les entreprises de crédit, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).</p> | | |

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

17

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10% du capital de la société)

(1) Néant *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31122005

N° SIRET 44930504400017

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE CGRM

ADRESSE (voic) 41 RUE GEORGES CLEMENCEAU

CODE POSTAL 78350 VILLE JOUY EN JOSAS

NOMBRE D'ASSOCIÉS OU D'ACTIONNAIRES 2 NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D' ACTIONS 150

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

| | | | |
|-----------------------------------------|--|----------------|--|
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Nb de parts ou actions | | | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |

| | | | |
|-----------------------------------------|--|----------------|--|
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Nb de parts ou actions | | | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |

| | | | |
|-----------------------------------------|--|----------------|--|
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Nb de parts ou actions | | | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |

| | | | |
|-----------------------------------------|--|----------------|--|
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Nb de parts ou actions | | | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

| | | | | | |
|------------------|----------|------------------|------------------------|------------------------|----------|
| Titre (2) | M | Nom patronymique | MESNAGER | Prénom(s) | RENAUD |
| Nom marital | | % de détention | 50 | Nb de parts ou actions | 75 |
| Naissance : Date | 12101946 | N° Département | 92100 | Commune | BOULOGNE |
| | | | | Pays | FRANCE |
| Adresse : N° | 41 | Voie | RUE GEORGES CLEMENCEAU | | |
| Code Postal | 78350 | Commune | JOUY EN JOSAS | Pays | FRANCE |

| | | | | | |
|------------------|----------|------------------|--------------|------------------------|-----------|
| Titre (2) | M | Nom patronymique | GARNIER | Prénom(s) | CHRISTIAN |
| Nom marital | | % de détention | 50 | Nb de parts ou actions | 75 |
| Naissance : Date | 02081954 | N° Département | 75014 | Commune | PARIS |
| | | | | Pays | FRANCE |
| Adresse : N° | 25 | Voie | RUE FONTAINE | | |
| Code Postal | 91580 | Commune | ETRECHY | Pays | FRANCE |

| | | | | | |
|------------------|--|------------------|--|------------------------|--|
| Titre (2) | | Nom patronymique | | Prénom(s) | |
| Nom marital | | % de détention | | Nb de parts ou actions | |
| Naissance : Date | | N° Département | | Commune | |
| | | | | Pays | |
| Adresse : N° | | Voie | | | |
| Code Postal | | Commune | | Pays | |

1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux sous-crités en bas à droite de cette même case.

2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'annexe III au C.G.I.)

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement ou indirectement au moins 10% du capital)

(1) Néant +

EXERCICE CLOS LE 31122005 N° SIRET 44930504400017

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE CGRM

ADRESSE (voie) 41 RUE GEORGES CLEMENCEAU

CODE POSTAL 78350 VILLE JOUY EN JOSAS

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

NEANT

| | | | |
|-----------------------------------------|--|----------------|--|
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |
| Forme juridique | | Dénomination | |
| N° SIRET (si société établie en France) | | % de détention | |
| Adresse : N° | | Voie | |
| Code Postal | | Commune | |
| | | Pays | |

(1) Lorsque le nombre de filiales et participations excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2032.

17.3. Rapport général du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le **31 décembre 2006** sur :

- le contrôle des comptes annuels de la **SAS ARION Entreprise**, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I- Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé pour émettre l'opinion ci-dessus sur les comptes annuels pris dans leur ensemble et qui ont porté notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

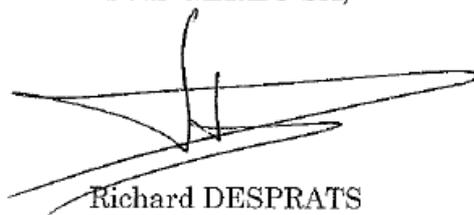
III- Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris, le 6 juin 2007

Pour GEREK SA,



Richard DESPRATS
Président

17.4. Rapport du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée générale du 23 juillet 2007

1. Fonctionnement du Conseil d'Administration :

Nous vous précisons que le fonctionnement du Conseil d'Administration n'est pas organisé en application d'un règlement intérieur, compte tenu de la taille de l'entreprise et de la composition du Conseil.

Le Conseil d'administration vérifie la mise en œuvre de ses décisions et prend le cas échéant les mesures correctrices appropriées.

Aucun comité particulier n'a été constitué par le Conseil au cours de l'exercice écoulé. A ce jour, la création de tels comités ne semble pas nécessaire compte tenu de la taille de l'entreprise.

Les comptes de la société ont été établis par les services de la société.

Les réunions du Conseil d'Administration ont été tenues, et les décisions ont été prises en conformité aux prescriptions légales.

En outre, compte tenu de la taille de l'entreprise qui facilite la circulation des informations, les administrateurs ont pu être tenus informés par le Directeur Général, chaque fois que nécessaire, de la marche de l'entreprise.

2. Limites apportées aux pouvoirs du Directeur Général :

Le Directeur Général exerce ses pouvoirs conformément aux dispositions légales et sans restrictions conventionnelles

3. Procédures de contrôles :

La direction de la société procède régulièrement à des contrôles par sondage des opérations comptables : Vérification des pièces comptables, vérification des écritures correspondantes.

La société recourt par ailleurs régulièrement à ses conseils extérieurs afin de valider les choix qu'elle peut être amenée à faire au regard du traitement comptable et/ou juridique d'une opération particulière.

Le Président du Conseil d'Administration.

17.5. Dividendes

17.5.1. Montants des dividendes versés au cours des trois derniers exercices

Il est rappelé qu'au cours des exercices précédents, la Société a procédé à aucune distribution de dividendes.

17.5.2. Politique de distribution des dividendes

La politique future de distribution de dividendes sera déterminée en fonctions de plusieurs critères : les résultats de l'entreprise, le besoin et le niveau des investissements et l'endettement.

La politique de distribution de dividendes est fixée chaque année par l'assemblée générale des actionnaires, lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice précédent, au vu, notamment, des résultats financiers et des besoins en investissement.

Chapitre 18: Informations complémentaires

18.1. Capital social

18.1.1. Montant du capital social

Le capital social de la Société s'élève à 505.500 € et est divisé en 674.000 actions de 0,75 euro.

18.1.2. Capital autorisé non émis

L'ensemble des résolutions d'émission prises par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires le 31 août 2007 et dont bénéficie la Société à la date du présent Document d'information sont les suivantes :

- *deuxième résolution* :

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et constaté que le capital était entièrement libéré :

Délègue au Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'article L 225-129-2 du Code de commerce, sa compétence en vue, sur ses seules délibérations :

- (a) d'augmenter le capital, directement ou indirectement en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée, par l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, par émission sous la forme nominative ou au porteur, avec ou sans prime d'émission, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation de créances, soit, en tout ou en partie, par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;
- (b) de fixer les conditions d'émission et en particulier le prix de souscription ;
- (c) de réaliser l'augmentation de capital et ;
- (d) de procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de cette délégation de compétence, ne pourrait excéder **400.000 euros**, étant précisé qu'à ce montant global s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de la Société.

L'assemblée générale prend acte que l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société emporterait renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces titres ou valeurs mobilières pourraient donner droit.

La somme perçue ou susceptible d'être ultérieurement perçue par la Société pour chacune des actions ordinaires qui serait émise ou créée par souscription, conversion, échange, exercice de bons ou de toute autre manière compte tenu notamment du prix d'émission des valeurs mobilières primaires ou des bons, devrait être au moins égale à la valeur nominale des actions.

Autorise et délègue, au Conseil d'administration, la faculté d'instituer, le cas échéant, un droit de souscription à titre réductible, pour les actions ou valeurs mobilières nouvelles non souscrites à titre irréductible, qui serait attribué aux titulaires de droits de souscription qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui qu'ils

pouvaient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Délègue, en outre, au Conseil d'administration, dans le cadre des augmentations de capital qui pourront être décidées par ce dernier, la possibilité d'augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre de la présente délégation, dans les trente jours de la clôture de la souscription pour faire face à d'éventuelles demandes supplémentaires de titres. Cette augmentation du nombre de titres à émettre ne pourra toutefois excéder 15% de l'émission initiale. Les souscriptions complémentaires s'effectueront au même prix que les souscriptions initiales.

Décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, en une ou plusieurs fois, la présente délégation et, notamment, dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées, pour :

- (a) arrêter tous les termes et conditions des augmentations de capital ou émission d'autres valeurs mobilières réalisées en vertu de la présente délégation ;
- (b) déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre, déterminer le mode de libération des actions ou autres valeurs mobilières émises ;
- (c) fixer les modalités suivant lesquelles sera assuré, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de capital et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
- (d) clore par anticipation toute période de souscription dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, procéder, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à la réception, au dépôt puis au retrait des fonds reçus à l'appui des souscriptions, constater toute libération par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues à l'encontre de la société ;
- (e) procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et, notamment, celles des frais, droits ou honoraires occasionnés par les émissions et prélever, le cas échéant, sur les montants des primes d'émission, les sommes nécessaires pour les affecter à la réserve légale, conformément à la réglementation applicable ;
- (f) d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles et/ou nécessaires pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation et, notamment, pour l'émission, la souscription, la livraison, la jouissance, la négociabilité et le service financier des valeurs mobilières émises, ainsi que l'exercice des droits qui y seront attachés.

- *troisième résolution* :

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et constaté que le capital était entièrement libéré :

Délègue, au Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 225-92 du Code de commerce, sa compétence à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, pour une durée de vingt six (26) mois à compter de la présente assemblée :

- (a) d'augmenter le capital, directement ou indirectement, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, par l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, par émission sous la forme nominative ou au porteur, avec ou sans prime d'émission, dont la souscription pourra être opérée soit en numéraire, soit par compensation de créances, soit, en tout ou en partie, par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;
- (b) de fixer les conditions d'émission et en particulier le prix de souscription, dans les conditions déterminées ci-après ;

- (c) de réaliser l'augmentation de capital et ;
- (d) de procéder aux modifications corrélatives des statuts.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de cette délégation, ne pourrait excéder **400.000 euros**, étant précisé qu'à ce montant global s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de la Société.

Décide que le prix d'émission des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société sera fixé en fonction de la valeur d'entreprise de la société, laquelle devra être déterminée par le Conseil d'administration en fonction de plusieurs méthodes de valorisation, au nombre desquelles devront figurer, au minimum, la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie et la méthode des comparables.

Décide la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des catégories de personnes déterminées ci-après et délègue au Conseil d'administration toutes compétences à cet effet.

Détermine les catégories de bénéficiaires de ces augmentations de capital de la manière suivante :

- (i) première catégorie, les investisseurs institutionnels ;
- (ii) deuxième catégorie, les investisseurs qualifiés, au sens de l'article L 411-2 du Code Monétaire et Financier.

Délègue en conséquence au Conseil d'administration le soin de fixer précisément la liste des bénéficiaires au sein de cette ou ces catégories et le nombre de titres à leur attribuer.

L'assemblée générale prend acte que l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital emporterait renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces titres ou valeurs mobilières pourraient donner droit.

La somme perçue ou susceptible d'être ultérieurement perçue par la Société pour chacune des actions ordinaires qui serait émise ou créée par souscription, conversion, échange, exercice de bons ou de toute autre manière compte tenu notamment du prix d'émission des valeurs mobilières primaires ou des bons, devrait être au moins égale à la valeur nominale des actions.

Délègue, en outre, au Conseil d'administration, dans le cadre de cette délégation, la possibilité d'augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre des augmentations de capital décidées en vertu de la présente délégation, dans les trente jours de la clôture de la souscription pour faire face à d'éventuelles demandes supplémentaires de titres. Cette augmentation du nombre de titres à émettre ne pourra toutefois excéder 15% de l'émission initiale. Les souscriptions complémentaires s'effectueront au même prix que les souscriptions initiales.

Décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, en une ou plusieurs fois, la présente délégation et, notamment, dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées, pour :

- (g) arrêter tous les termes et conditions des augmentations de capital ou émission d'autres valeurs mobilières réalisées en vertu de la présente délégation ;
- (h) déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, arrêter les prix et conditions des émissions, fixer les montants à émettre, fixer la date de jouissance, même rétroactive, des titres à émettre, déterminer le mode de libération des actions ou autres valeurs mobilières émises ;

- (i) fixer les modalités suivant lesquelles sera assuré, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ;
- (j) clore par anticipation toute période de souscription dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, procéder, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à la réception, au dépôt puis au retrait des fonds reçus à l'appui des souscriptions, constater toute libération par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues à l'encontre de la société ;
- (k) procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et, notamment, celles des frais, droits ou honoraires occasionnés par les émissions et prélever, le cas échéant, sur les montants des primes d'émission, les sommes nécessaires pour les affecter à la réserve légale, conformément à la réglementation applicable ;

d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toutes décisions et conclure tous accords utiles et/ou nécessaires pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation et, notamment, pour l'émission, la souscription, la livraison, la jouissance, la négociabilité et le service financier des valeurs mobilières émises, ainsi que l'exercice des droits qui y seront attachés.

- *quatrième résolution :*

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et en conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, décide de fixer à **400.000 euros**, ou sa contre-valeur, le montant maximum nominal global des émissions d'actions qui pourront être réalisées en vertu des délégations octroyées aux termes des résolutions précédentes, étant précisé que (i) s'ajoutera, le cas échéant, à ce montant nominal, celui des actions supplémentaires qui seront émises pour préserver les droits des porteurs de ces titres donnant droit à des actions et que (ii) cette limite ne s'appliquera pas aux augmentations de capital par incorporation de primes, réserves ou autres.

- *sixième résolution :*

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce :

1. Délègue au Conseil d'administration la compétence de décider, sous la condition suspensive de l'admission des actions de la Société à la cote du marché libre d'Euronext Paris, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, d'augmenter le capital de la Société par incorporation au capital, de tout ou partie des primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution gratuite d'actions nouvelles et/ou par élévation du nominal des actions.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourra dépasser 5.000.000 €.

2. Décide que le montant total des augmentations du capital social susceptibles d'être ainsi réalisées, augmenté du montant nécessaire pour préserver, conformément à la loi, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions et indépendamment du plafond fixé ci-dessus, ne pourra être supérieur au montant des comptes de primes, réserves ou bénéfices visés ci-dessus qui existent lors de l'augmentation de capital.
3. Fixe à vingt-six (26) mois à compter de la date de la présente assemblée générale, durée de validité de la présente délégation.
4. Donne tous pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation, en particulier fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et fixer le montant du nominal des actions.

Donne tous pouvoirs à l'effet de constater la réalisation de chaque augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts.

- *septième résolution* :

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et des articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, délègue au Conseil d'administration sa compétence, à l'effet de décider et de procéder, en une ou plusieurs fois, au profit des membres du personnel salarié de la Société et de ses filiales ou de certaines catégories d'entre eux et aux dirigeants dans les conditions légales, une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre.

Le pourcentage maximal du capital social qui sera attribuée dans les conditions définies ci-dessus, est fixé à 5 %, soit 33.700 actions de 0,75 € de nominal chacune.

L'attribution de ces actions aux bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition fixée à deux ans minimum, avec faculté pour le Conseil d'administration de décider lors de l'attribution, une prorogation du délai d'attribution totale ou partielle.

La durée minimale de l'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires, sachant que cette durée court à compter de l'attribution définitive des actions, est fixée à deux ans.

L'autorisation de procéder à une attribution gratuite d'actions à émettre est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la date de la présente assemblée.

L'assemblée générale délègue au Conseil d'administration pour fixer les autres conditions et modalités d'attribution de ces titres et notamment pour déterminer l'identité des bénéficiaires et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ainsi que pour accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités pouvant découler de la mise en oeuvre de la présente autorisation et modifier les statuts.

La présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires de l'attribution des actions, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées d'option.

- *huitième résolution* :

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, en application des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce, et des articles L.225-179 et suivants du Code de commerce, délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de consentir, selon les modalités ci-après mentionnées, des options donnant droit à la souscription d'actions de la Société et des options donnant droit à l'achat d'action de la Société.

Le conseil fixera la nature des options qui seront offertes (options de souscription d'action et/ou options d'achats d'actions). Cette autorisation pourra être utilisée dans le délai de trente-huit mois (38) à compter de la date de la présente assemblée. Le nombre d'actions à émettre par la Société au titre d'augmentation de capital résultant des levées d'options consenties et/ou susceptibles d'être achetées au titre des options d'achat ne saurait être supérieur à 5 % dudit capital, soit 33.700 actions de 0,75 € de nominal chacune.

Pour les options de souscription d'actions, l'autorisation emportera au profit des bénéficiaires des options, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription pour les actions émises en fonction des levées d'options. La présente délégation confère au Conseil tous pouvoirs à l'effet de procéder en une ou plusieurs fois à une augmentation de capital correspondant aux levées de souscriptions d'actions, pour un montant maximum de 25.275 €.

L'augmentation de capital social résultant des levées d'option de souscription sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option, accompagnée du bulletin de souscription et du paiement, en numéraire ou par compensation avec des créances, de la somme correspondante.

Le Conseil aura tous pouvoirs pour, en particulier, en une ou plusieurs tranches, choisir nominativement parmi les salariés et mandataires sociaux de la société ou de ses filiales, les personnes physiques bénéficiaires des options ainsi que pour répartir entre elles les options attribuées, fixer la date à partir de laquelle les options pourront être levées à compter de leur attribution.

Le Conseil d'administration arrêtera le plan d'options de souscription ou le plan d'achat d'actions contenant notamment les conditions dans lesquelles seront consenties les options, ces conditions pouvant comporter ou non des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des titres, les critères permettant de bénéficier du plan. Le prix de souscription ou d'achat sera déterminé par le conseil le jour où les options sont consenties, conformément aux méthodes objectives applicables en matière d'évaluation d'entreprise tenant compte de la situation nette comptable, de la rentabilité et des perspectives d'activité, ces critères étant appréciés sur une base consolidée. A défaut, le prix sera fixé en fonction de l'actif net réévalué de la Société, calculé d'après le bilan le plus récent conformément aux dispositions de l'article L. 225-177 du Code de commerce.

En cas d'admission des actions de la Société à la cote du marché libre d'Euronext Paris, le prix de souscription ou de rachat des actions ne pourra être inférieur à 80 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant ce jour, conformément aux dispositions de l'article L.225-177 du Code de commerce. De même en application des dispositions de l'article L.225-179 du Code de commerce, le prix de rachat ne pourra être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la société.

Les options devront être levées dans un délai de 7 ans à compter de leurs attributions, étant précisé que le conseil à tous pouvoirs pour fixer les conditions d'indisponibilités.

- *neuvième résolution :*

L'assemblée générale, décide, en conséquence de l'adoption des septième et huitième résolutions qui précèdent de fixer à 33.700 actions de 0,75 € de nominal, le montant maximum nominal, des émissions qui pourront être réalisées en vertu de ces deux délégations, par l'emploi de l'un ou l'autre des moyens retenus aux termes de ces deux résolutions.

Ces autorisations n'ont pas été utilisées à ce jour, hormis pour la présente opération.

18.1.3. Actions de préférence

Néant.

18.1.4. Titres non représentatifs du capital

A la date du présent Document d'information, il n'existe aucun titre non représentatif du capital de la Société.

18.1.5. Evolution du capital social depuis la création de la Société

| Date | Nature des opérations | Augmentation de capital | Nombre d'actions créées | Valeur nominale | Nombre d'actions cumulées | Capital après opération |
|------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|-----------------|---------------------------|-------------------------|
| 21/07/2003 | Constitution de la société | 7.500 | 2.500 | 3 | 2.500 | 7.500 |
| 2/02/2005 | Augmentation de capital par incorporation de réserves | 37.500 | 12.500 | 3 | 15.000 | 45.000 |
| 18.04.2006 | Augmentation de capital par incorporation de réserves | 405.000 | 137.500 | 3 | 150.000 | 450.000 |
| 23.07.2007 | Réduction du capital par résorption à due concurrence des pertes | - 405.000 | - 135.000 | 3 | 15.000 | 45.000 |
| 31.08.2007 | Augmentation de capital par apport en nature (brevet) | 5.550 | 1.850 | 3 | 16.850 | 50.550 |
| 31.08.2007 | Augmentation de capital par incorporation de la prime d'émission | 454.950 | 151.650 | 3 | 168.500 | 505.500 |
| 31.08.2007 | Division du nominal | - | 505.500 | 0,75 | 674.00 | 505.500 |

Aucune autre modification n'est intervenue depuis cette dernière date.

Actionnariat¹

| Actionnaires | Nombre d'actions | % capital |
|-----------------------------|------------------|--------------|
| Monsieur Christian GARNIER | 372.760 | 55,31 % |
| Monsieur Renaud MESNAGER | 299.560 | 44,45 % |
| Madame Lola LEFEVRE | 400 | 0,06 % |
| Madame Aurélie GARNIER | 400 | 0,06 % |
| Monsieur Jérôme GARNIER | 400 | 0,06 % |
| Monsieur Sylvain GANIER | 400 | 0,06 % |
| Monsieur Jean-Yves RIVIERE | 40 | - |
| Monsieur Jean-Claude LAFONT | 40 | - |
| Total | 674.000 | 100 % |

18.2. Acte constitutif et statuts

18.2.1. Objet social

La Société continue d'avoir pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- L'expertise, le conseil, l'architecture, l'étude, la conception, la réalisation, la régie en matière d'études de sécurité et la réalisation de systèmes électroniques ou informatiques contribuant à assurer la sécurité des ouvrages ainsi que la commercialisation, l'achat, la vente de matériel, le dépannage et la maintenance de tout support électronique ou informatique ou de tout moyen technologique visant à traiter des données.

Ainsi que toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

18.2.2. Exercice social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

¹ A la date du présent Document d'information

18.2.3. Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration et de direction

Le Conseil d'administration (article 17 des statuts)

1 - Sauf dérogations légales, la Société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

2 - En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion, des nominations d'administrateurs peuvent être effectuées par l'assemblée générale extraordinaire statuant sur l'opération.

3 - Chaque administrateur doit être, pendant toute la durée de ses fonctions, propriétaire d'au moins **une action**.

4 - La durée des fonctions des administrateurs est de **six années**. Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur intéressé.

Les administrateurs sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

5 - Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante dix ans sa nomination a pour effet de porter à plus d'un tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Si cette proportion est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

6 - Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, le tout sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale administrateur met fin au mandat de son représentant permanent, elle doit notifier sans délai à la Société, par lettre recommandée, sa décision ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

7 - En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire en vue de compléter l'effectif du Conseil. Ces nominations doivent intervenir obligatoirement dans les trois mois de la vacance, lorsque le nombre des administrateurs est devenu inférieur au minimum statutaire, sans toutefois être inférieur au minimum légal.

Les nominations provisoires ainsi effectuées par le Conseil sont soumises à ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis restent cependant valables.

Lorsque le nombre d'administrateurs devient inférieur au minimum légal, les administrateurs restant en fonctions doivent convoquer immédiatement l'assemblée ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

8 - Les administrateurs personnes physiques ne peuvent exercer simultanément dans plus de cinq conseils d'administration ou de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine, sauf les exceptions prévues par la loi.

9 - Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat correspond à un emploi effectif. Il ne perd pas le bénéfice de ce Contrat de travail. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un Contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Organisation et direction du Conseil (article 18 des statuts)

1 - Le Conseil d'administration élit parmi ses membres personnes physiques un Président et détermine sa rémunération. Il fixe la durée des fonctions du Président qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

- 2 - Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'administration s'il est âgé de plus de 70 ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.
- 3 - Le Président représente le Conseil d'administration. Il organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.
- 4 - En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil d'administration désigne le Président de la réunion.
5. Le Conseil d'administration nomme un secrétaire qui peut être choisi, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux. Il est remplacé par simple décision du Conseil.

Réunions et délibérations du Conseil (article 19 des statuts)

1 - Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation du Président. Toutefois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil d'administration, peuvent, en indiquant précisément l'ordre du jour de la réunion, convoquer le Conseil si celui-ci ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Le Directeur Général, lorsqu'il n'exerce pas la présidence du Conseil d'administration, peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

2 - La réunion a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. La convocation qui mentionne l'ordre du jour, doit intervenir au moins trois jours à l'avance par lettre, télégramme, télex ou télécopie. La convocation peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

3 - Le Conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

La voix du Président de Séance est prépondérante.

4 - Il est tenu un registre de présence qui est émarginé par les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'administration.

5 - Le règlement intérieur établi par le Conseil d'administration peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour l'arrêté des comptes annuels, des comptes consolidés et l'établissement du rapport de gestion et du rapport sur la gestion du groupe.

6 - Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur. Les procès-verbaux sont signés par le Président de Séance et par un administrateur ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration sont valablement certifiées par le Président ou le Directeur Général.

Pouvoirs du Conseil d'administration (article 20 des statuts)

1 - Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

2 - Le Conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la Direction générale tous les documents qu'il estime utiles.

3 - Le Conseil d'administration peut donner à tout mandataire de son choix toute délégation de pouvoirs dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

Le Conseil peut décider de la création de Comités d'études chargés d'étudier les questions que le Conseil ou son Président lui soumet.

5 - Le Conseil d'administration a seul qualité pour décider ou autoriser l'émission d'obligations.

Il peut déléguer à l'un ou plusieurs de ses membres, au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués, les pouvoirs nécessaires pour réaliser dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités.

Les personnes désignées rendent compte au Conseil d'administration dans les conditions prévues par ce dernier.

Direction générale (article 21 des statuts)

Modalités d'exercice

Conformément à l'article L 225-51-1 du Code de commerce, la Direction générale de la Société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et qui prend le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration. La délibération du Conseil relative au choix de la modalité d'exercice de la Direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Le choix du Conseil d'administration est porté à la connaissance des actionnaires et des tiers dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'option retenue par le Conseil d'administration jusqu'à l'expiration du premier des mandats des dirigeants.

A l'expiration de ce délai, le Conseil d'administration doit à nouveau délibérer sur les modalités d'exercice de la Direction générale.

Le changement de la modalité d'exercice de la Direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

Direction générale

En fonction de la modalité d'exercice retenue par le Conseil d'administration, le Président ou le Directeur Général assure sous sa responsabilité la Direction générale de la Société.

Le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration qui fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 70 ans. Lorsqu'en cours de mandat, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. La révocation du Directeur Général non Président peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant précisé que la seule publication des statuts ne peut suffire à constituer cette preuve.

Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général avec le titre de Directeurs Généraux Délégués.

Le nombre maximum de Directeurs Généraux Délégués est fixé à deux.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs accordés aux Directeurs Généraux Délégués et fixe leur rémunération.

A l'égard des tiers, le Directeur Général Délégué ou les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil d'administration, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

Les Directeurs Généraux Délégués sont révocables, sur proposition du Directeur Général, à tout moment. La révocation des Directeurs Généraux Délégués peut donner lieu à des dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

18.2.4. Droits et obligations attachés aux actions (article 16 des statuts)

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les actionnaires ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

5 - Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'actionnaires dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les actionnaires, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les actionnaires ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des actionnaires qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des actionnaires défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs actionnaires l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des actionnaires intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6 - Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respectives, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

18.2.5. Franchissements de seuils statutaires et garantie de cours (article 12 des statuts)

Franchissement de seuil

Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert, qui vient à posséder un nombre d'actions représentant plus du vingtième ou tout multiple entier du vingtième du capital ou des droits de vote de la société, doit informer la société dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, à compter du franchissement de seuil de participation, du nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède. Cette information doit être également donnée dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils mentionnés par cet alinéa.

Sont assimilés aux actions ou aux droits de vote possédés par la personne tenue à l'information prévue ci-dessus :

1. Les actions ou les droits de vote possédés par d'autres personnes pour le compte de cette personne
2. Les actions ou les droits de vote possédés par les sociétés que contrôle cette personne au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce,
3. Les actions ou les droits de vote possédés par un tiers avec qui cette personne agit de concert aux 1°, 2° et 3° est en droit d'acquérir à sa seule initiative en vertu d'un accord,
4. Les actions ou les droits de vote que cette personne ou l'une des personnes mentionnées aux 1°, 2° et 3° est en droit d'acquérir à sa seule initiative en vertu d'un accord,
5. Les actions dont cette personne à l'usufruit,
6. Les actions ou les droits de vote possédés par un tiers avec lequel cette personne a conclu un accord de cession temporaire portant sur ces actions ou droits de vote,
7. Les actions déposées auprès de cette personne, à condition que celle-ci puisse exercer les droits de vote qui leur sont attachés comme elle l'entend, en l'absence d'instructions spécifiques des actionnaires,
8. Les droits de vote que cette personne peut exercer librement en vertu d'une procuration, en l'absence d'instruction spécifiques des actionnaires concernés.

Ne sont pas assimilées aux actions ou aux droits de vote possédés par la personne tenue à l'information prévue ci-dessus :

1. Les actions détenues par les organismes de placement collectif en valeurs mobilières gérés par une société de gestion de portefeuille, contrôlée par cette personne au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sauf exceptions prévues par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.
2. Les actions détenues par un portefeuille géré par un prestataire de services d'investissement contrôlé par cette personne au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, dans le cadre du service de gestion de

portefeuille pour compte de tiers, dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, sauf exceptions prévues par le même règlement général.

La personne concernée précise le nombre de titres qu'elle possède donnant accès à terme, au capital, ainsi que les droits de vote qui y sont attachés.

La personne concernée doit également informer l'Autorité des marchés financiers, dans un délai et selon des modalités fixés par son règlement général, à compter du franchissement du seuil de participation. Cette information est portée à la connaissance du public dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

Garantie de cours

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert au sens de l'article L.233-10 du Code de commerce, qui acquiert ou est convenue d'acquérir un bloc de titres lui conférant, compte tenu des titres ou des droits de vote qu'elle détient déjà, la majorité du capital ou des droits de vote d'une société, devra proposer à tous les autres actionnaires d'acquérir toutes les actions qu'ils détiennent respectivement au jour du franchissement du seuil susmentionné.

L'offre d'acquisition des actions sera ferme et irrévocable et ne pourra être conditionnée à la présentation d'un nombre minimal de titres ou à une quelconque autre condition suspensive.

L'offre d'acquisition des actions devra faire l'objet d'un avis publié dans un journal d'annonces légales et dans un quotidien économique et financier de diffusion nationale, qui devront comprendre notamment l'identité de la personne concernée et le cas échéant, des personnes agissant de concert avec elle, le pourcentage détenu en capital et en droits de vote, dans la société, par la personne concernée et, le cas échéant, les personnes agissant de concert avec elle, le prix par action proposé pour les actions visées, le nom et les coordonnées de l'établissement centralisateur des ordres, un calendrier des opérations indiquant la date de début de l'offre, la date de clôture de l'offre (qui ne pourront être espacées de moins de dix (10) jours de bourse, ainsi que la date de règlement-livraison.

Le prix auquel l'initiateur devra se porter acquéreur sur le marché sera le prix auquel la cession du bloc a été ou doit être réalisée, et seulement à ce cours ou à ce prix.

Tous les détenteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital qui souhaitent bénéficier des termes de l'offre devront, si les termes et conditions des valeurs mobilières qu'ils détiennent le permettent, à ce compter du jour de publication de l'avis susmentionné dans un journal d'annonces légales et jusqu'au cinquième jour de bourse précédant la fin de l'offre susmentionnée, exercer, souscrire ou convertir l'intégralité des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société qu'ils détiennent alors de manière à devenir titulaire d'actions et être en mesure de participer à l'offre. Dans le cas où ces valeurs mobilières ne seraient pas exerçables ou convertibles pendant la période d'offre, la personne concernée devra étendre son offre de telle sorte que ces personnes puissent lui apporter leurs actions, aux mêmes conditions que l'offre initiale, le jour où elles pourront exercer ou convertir les valeurs mobilières qu'elles détiennent.

La personne concernée devra déférer sans délai à toute demande d'information qui lui serait demandée par la société, en rapport avec les stipulations du présent article.

18.2.6. Forme des valeurs mobilières (article 13 des statuts)

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix du titulaire. Elles ne peuvent revêtir la forme au porteur qu'après leur complète libération.

La Société est autorisée à demander à tout moment auprès de l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières les renseignements prévus par la loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires.

La Société est en outre en droit de demander, dans les conditions fixées par le Code de commerce, l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

Tout actionnaire peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

18.2.7. Assemblées générales d'actionnaires (articles 25 à 29 des statuts)

1 - Les assemblées générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou à défaut, par le Commissaire aux comptes ou par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation des assemblées est faite par une insertion dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et en outre, par une insertion dans le BALO, après avis préalable donné à l'Autorité des marchés financiers si la réglementation l'exige, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Toutefois, si toutes les actions sont nominatives, les insertions prévues ci-dessus peuvent être remplacées par une convocation faite, au frais de la société par lettre simple ou recommandée ou par courrier électronique adressé à chaque actionnaire.

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation sont en outre, convoqués à toute assemblée par lettre ordinaire ou à leur demande et à leurs frais, par courrier recommandé ou par courrier électronique. L'envoi de courrier électronique pour la convocation des actionnaires est subordonné à leur accord écrit et préalable, sur lequel ils peuvent revenir à tout moment, en le notifiant à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les commissaires aux comptes doivent également être convoqués aux assemblées dans les conditions prévues par la loi.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer sur première convocation, faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, est convoquée six jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première. L'insertion et les avis de convocation de cette deuxième assemblée reprennent la date et l'ordre du jour de la première.

2 - Les avis et lettres de convocation doivent mentionner l'ordre du jour arrêté par l'auteur de la convocation, ainsi que l'adresse électronique de la Société, à laquelle les questions écrites des actionnaires peuvent être envoyées, par voie de courrier électronique au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'assemblée générale, et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital.

L'assemblée ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Elle peut, toutefois, en toute circonstance révoquer un ou plusieurs administrateurs.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quote-part du capital prévue par la loi, peuvent, dans les conditions et délais légaux, requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

3. Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou de prendre part aux votes par correspondance dans les conditions légales et réglementaires, sous réserve qu'il puisse justifier de la propriété de ses actions sous la forme d'une inscription nominative à son nom au moins cinq jours avant la date fixée pour l'assemblée.

4 - En cas de vote par correspondance, seuls les formulaires de vote reçus par la Société trois jours avant la date de l'assemblée seront pris en compte.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

5 - Tout actionnaire peut également participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnés dans l'avis de convocation de l'assemblée.

6 - Une feuille de présence contenant les indications prévues par la loi est établie lors de chaque assemblée.

7 - Les assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'administration ou par l'administrateur le plus ancien présent à l'assemblée. A défaut, l'assemblée élit elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par deux actionnaires présents et acceptants qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les procès-verbaux de délibérations sont dressés et leurs copies ou extraits sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Assemblées générales : Quorum - Vote

Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, et ayant le droit de vote, et dans les assemblées spéciales sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales.

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires reçus par la Société dans le délai prévu au paragraphe 4 de l'article précédent.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées et justifiant d'une inscription nominative depuis trois ans au moins au nom du même actionnaire. Le droit de vote double est réservé aux actionnaires de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera accordé, dès leur émission, aux actions nouvelles attribuées à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie déjà de ce droit.

En cas d'actions détenues par la Société, celle-ci ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. Il en est de même, dans le cas, des actions non libérées des versements exigibles, qui sont, de ce fait, privées du droit de vote (C. com. art L 228-29)

Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire est appelée à prendre toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts. Elle doit être réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de chaque exercice, pour statuer sur les comptes de cet exercice.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins un cinquième des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Assemblée générale extraordinaire

1 - L'assemblée générale extraordinaire peut seule modifier les statuts, sous réserve des éventuelles délégations consenties à cet effet, en application de la loi et des présents statuts. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf dans le cas des opérations résultant des regroupements d'actions régulièrement effectuées.

2 - L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires est seule compétente pour décider l'émission, le rachat et la conversion des actions de préférence au vu d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes.

3 - L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins un quart des actions ayant droit de vote et un cinquième des actions ayant le droit de vote sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

Toutefois :

- les augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices et primes d'émission sont décidées aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires ;
- la transformation de la Société en Société en nom collectif et en Société par actions simplifiée, l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ainsi que le changement de nationalité de la Société sont décidés à l'unanimité des actionnaires.

Assemblées spéciales

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'une catégorie d'actions déterminée. La décision d'une assemblée générale extraordinaire de modifier les droits relatifs à une catégorie d'actions, n'est définitive qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires de cette catégorie.

Elles ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance possèdent au moins sur première convocation un tiers et sur deuxième convocation un cinquième des actions ayant droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits.

Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Chapitre 19: Contrats importants

Néant. La Société n'a pas conclu de contrats importants autres que ceux signés dans le cadre normal de ses activités.

Chapitre 20: Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts

Toutes les sources relatives aux tableaux, graphiques estimations et pourcentages figurant dans le présent Document d'information, notamment à la Section 7 sont clairement mentionnées.

La Société confirme que les informations visées ont été reproduites fidèlement. Pour autant que la Société le sache et soit en mesure de l'assurer à la lumière des données publiées par ces tierces parties, aucun fait n'a été omis qui rendrait les informations reproduites inexactes ou trompeuses.

Chapitre 21: Documents accessibles

L'ensemble des documents sociaux de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires est consultable aux bureaux de la Société :

Adresse : Parc Burospace, bât 2bis – route de Gisy – Bièvres (91570)
Téléphone : + 33 (0)1.69.35.03.03
Fax : + 33 (0)1.69.35.39.01
E-mail : contact@arion.fr
Site internet : www.arion.fr

Peuvent notamment être consultés :

- a) l'acte constitutif et les statuts de la Société ;
- b) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse dans le présent Document d'information ;
- c) les informations financières historiques de la Société pour chacun des exercices précédant la publication du Document d'information.

La Société entend communiquer ses résultats financiers conformément aux exigences des lois et réglementations en vigueur.

Chapitre 22: Glossaire

| Acronyme | Signification |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| NRE | Non-recurring engineering. Concerne le coût unique de recherche et développement d'un produit. |
| DAL A | Design Assurance Level A : Le plus haut niveau de sécurité requis en aéronautique. |
| SIL 4 | Safety Integrated Level 4 : Le plus haut niveau de sécurité requis pour l'industrie. Il correspond à une probabilité de faute de 10^{-9} par heure. |
| SOPC | System On a Programmable Chip. Calculateur ou système informatique intégré sur un composant programmable. |